

Art. 4. In geval van ontslag gegeven met het oog op brugpensioen of tijdens een arbeidsongeschiktheid van meer dan een jaar die het gevolg is van een ongeval of een ziekte, zijn de opzeggingstermijnen bepaald in artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten van toepassing.

Art. 5. De opzeggingen, betekend voor de inwerkingtreding van dit besluit, blijven hun gevolgen behouden.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1998.

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 april 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Art. 4. Dans le cas d'un licenciement en vue de la prépension ou durant une incapacité de travail résultant d'un accident ou d'une maladie de plus d'un an, les délais de préavis applicables sont ceux prévus à l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 5. Les préavis notifiés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à sortir leurs effets.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1998.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

N. 98 — 1436 (98 — 834)

[98/12290]

27 MAART 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging en opheffing van diverse bepalingen van het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1998, derde uitgave :

blz. 9845, in de Nederlandse tekst van artikel 2, elfde regel, lezen "III" in plaats van "IV";

blz. 9845, in de Franse tekst van artikel 2, negende regel, lezen "chapitre III" in plaats van "chapitre IV";

blz. 9846, in de Franse tekst van artikel 6, zesde regel, lezen "147octies" in plaats van "47octies";

blz. 9846, in de Franse tekst van artikel 7, vierde regel, het woord "premier" schrappen.

F. 98 — 1436 (98 — 834)

[98/12290]

27 MARS 1998. — Arrêté royal modifiant et abrogeant diverses dispositions du Règlement général pour la protection du travail. Errata

Au *Moniteur belge* du 31 mars 1998, troisième édition :

p. 9845, dans le texte néerlandais de l'article 2, onzième ligne, lire "III" au lieu de "IV";

p. 9845, dans le texte français de l'article 2, neuvième ligne, lire "chapitre III" au lieu de "chapitre IV";

p. 9846, dans le texte français de l'article 6, sixième ligne, lire "147octies" au lieu de "47octies";

p. 9846, dans le texte français de l'article 7, quatrième ligne, supprimer le mot "premier".

COUR D'ARBITRAGE

F. 98 — 1437 (98 — 834)

[C - 98/21231]

Arrêt n° 62/98 du 4 juin 1998

Numéro du rôle : 1305

En cause: la demande de suspension de l'article 27 du décret-programme de la Communauté française du 24 juillet 1997 portant diverses mesures urgentes concernant l'enseignement en ce qu'il insère les articles 7 et 10 dans le décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, introduite par Maria Navarro Diego et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges P. Martens, J. Delruelle, E. Cerexhe, H. Coremans et A. Arts, assistée du référendaire faisant fonction de greffier R. Moerenhout, présidée par le président M. Melchior, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 4 mars 1998 et parvenue au greffe le 11 mars 1998, une demande de suspension de l'article 27 du décret-programme de la Communauté française du 24 juillet 1997 portant diverses mesures urgentes concernant l'enseignement (publié au *Moniteur belge* du 5 novembre 1997), en ce qu'il insère les articles 7 et 10 dans le décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, a été introduite par M. Navarro Diego, T. Mourinho, M. Ribeiro Dos Anjos, S. Saurer, E. Mavodones, A. Rajszyz, I. Gleditsch, D. Hilfiker, A. Mpange Enkobo, R. Kot, M. Taira, F. Ferdjioui, C. du Bois de Dunilac, Y. Xu, R. Cappacioli, J. Wintjes, C. Da Silva Correia, J. Snow, E. Gronbach, S. Walsh, M. Courdavault, C. Dubois, C. Gautron, C. Montagnon, H. Champagnac, O. Joessel, A. Madesclaire, A. Puvis de Chavannes, C. de Chillaz, V. Gameiro Lopes, M. Ruppe, J. Baudoin, E. Ferry, S. Witte, K. Deparnay, H. Gauthier, Y. Henry, D. Marle, B. Terdjian, C. Bitsch, J. Claessens, S. Dosda, D. Stampfli, C. Bordan, C. Dubnick Maren, M. Gallis Pereira Baraona, C. Marchand, A. Petit, B. Eugene, S. Panknin, G. Guegan, Y. Jolly, S. Santana Feid, M. Ganon, P. Guilbert Brice, S. Stento, M. Salazar Cerruto, S. Zahir, D. Silva Dominguez, E. Ona Sella Jose et C. Guerreiro Felix, qui ont fait élection de domicile à 1060 Bruxelles, avenue de la Toison d'Or 68/9.

Par requête séparée du même jour, les parties requérantes demandent également l'annulation des mêmes dispositions décrétales.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 11 mars 1998, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 25 mars 1998, la Cour a fixé l'audience au 22 avril 1998 après avoir invité les autorités qui interviendront dans la présente procédure à formuler leurs observations dans un mémoire à introduire le 20 avril 1998 au plus tard dont elles feront parvenir une copie au conseil des requérants dans le même délai.

Cette ordonnance a été notifiée aux autorités mentionnées à l'article 76 de la loi organique ainsi qu'aux requérants et à leur avocat, par lettres recommandées à la poste le 26 mars 1998.

Des mémoires ont été introduits par :

- C. Molers, P. Pairon, A. Prevot, E. Van Vyve, N. Goetghebeur, M. Joly, V. Furnelle, J. Guisset, T. Aughuet, V. Gevers, Y. Vernard, M. Reding, J.-E. Duvivier, P. Szonyi, R. Dyszko-Wokski, P. Lucas, G. Pirotte, T. Gilles, A. Radermecker, J.-C. Palisse, A. Jacobs, B. Villers, R. Ballau, M. Serck-Dewaide, G. Terfue, D. Staelens, F. A. D'Haeseleer, M. Van Bellinghen, B. Lorge, G. De Volder, B. Verschuere, F. Colpé, D. De Rudder, C. Warmoes, J. Cotton, L. Gerard, D. Driesmans, M. Romazzotti, E. Levy, P. Ledocte, E. Dekyndt, A. Wauters, J.-P. Bauduin, M. Beernaerts, C. Oluff, B. Junius, L. Bru, F. Collet, D. Van Den Bergh, N. Malevez, M. Pasternak, G. Bauclair, C. Katz, A. Born-Godfroid, E. Creyf, A. D'Hooghe, V. Cartuyvels, J. Van Brabant, J.-P. Van Tieghem, S. Bertot, I. Vranckx, C. Stassart, J.-C. Geluck, J. Paternotte, R. Henry, J.-C. De Behels, B. Thelen, J.-P. Point, F. Bausart, A. Thimmesch, S. Thiry, M. Jacques, J.-A. Glatigny, V. Baccarini, M. Decroly, E. Duliere, F. Derleyn, C. Carez et G. Vercheval, qui ont fait élection de domicile à 1000 Bruxelles, avenue Emile De Mot 19, par lettre recommandée à la poste le 2 avril 1998;

- le Gouvernement de la Communauté française, place Surllet de Chokier 15-17, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 20 avril 1998.

A l'audience publique du 22 avril 1998 :

- ont comparu :

. Me V. De Wolf et Me P. Simonart, avocats au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes;

. Me J. Sohier, avocat au barreau de Bruxelles, pour les parties intervenantes;

. Me M. Kaiser *loco* Me M. Nihoul, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Communauté française;

- les juges-rapporteurs J. Delruelle et A. Arts ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. Les dispositions entreprises

« Art. 27. [Dans le décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur], est inséré un chapitre II intitulé ' Dispositions relatives aux notions " d'étudiant régulièrement inscrit " et " d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement " dans l'enseignement supérieur artistique et dans l'enseignement artistique supérieur ' et comprenant les articles 6 à 15, rédigés comme suit :

' Chapitre II. Dispositions relatives aux notions " d'étudiant régulièrement inscrit " et " d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement " dans l'enseignement supérieur artistique et dans l'enseignement artistique supérieur.

[...]

Article 7. Parmi les étudiants régulièrement inscrits, entrent en ligne de compte pour le financement :

1° les étudiants de nationalité belge;

2° les étudiants étrangers suivants :

a) de nationalité luxembourgeoise;

b) dont le père ou la mère ou le tuteur légal a la nationalité belge;

c) dont le père ou la mère ou le tuteur réside régulièrement en Belgique;

d) dont le conjoint réside en Belgique et y exerce une activité professionnelle ou y bénéficie d'un revenu de remplacement;

e) qui résident en Belgique et y ont obtenu les avantages liés au statut de réfugié ou de candidat réfugié, accordé par la délégation en Belgique du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, ainsi que ceux dont le père ou la mère ou le tuteur légal se trouve dans la même situation;

f) qui sont pris en charge ou entretenus par les Centres publics d'aide sociale, dans un home qui appartient à ceux-ci ou dans un home auquel ils ont été confiés;

g) qui résident en Belgique, y exercent une activité professionnelle réelle et effective ou y bénéficient de revenus de remplacement;

h) qui sont ressortissants d'un pays ayant conclu avec la Belgique ou la Communauté française un accord spécifique, dans le cadre et les limites de cet accord;

i) qui ont obtenu une bourse d'études à charge des crédits nationaux de la coopération au développement;

j) qui ont obtenu une bourse d'études de la Communauté française dans le cadre et dans les limites d'un accord culturel conclu par la Belgique ou la Communauté française;

k) autres que ceux mentionnés aux points a) à j). Toutefois, ces étudiants ne peuvent intervenir qu'à concurrence de 2 p.c. maximum du nombre d'étudiants belges régulièrement inscrits au 1^{er} février de l'année scolaire ou académique précédente dans l'établissement concerné, et à condition que le droit d'inscription complémentaire requis ait été perçu par l'établissement et versé par lui au ministère de la Communauté française.

[...]

Article 10. § 1^{er}. L'étudiant choisit librement l'établissement auquel il souhaite s'inscrire. Tout étudiant peut s'inscrire dans l'établissement de son choix jusqu'au 15 novembre de l'année scolaire ou académique en cours.

§ 2. Toutefois, par décision formellement motivée, la direction de l'établissement mentionné au § 1^{er} peut refuser l'inscription d'un étudiant :

1° lorsque cet étudiant a fait l'objet dans le même établissement, au cours de l'année scolaire ou académique précédente, d'une sanction disciplinaire ayant entraîné son éloignement de l'établissement pour le reste de l'année scolaire ou académique;

2° lorsque cet étudiant est visé par l'article 7, 2°, k), sauf s'il est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, ou par l'article 9 du présent décret;

3° lorsque cet étudiant demande son inscription à un programme de cours qui ne donne pas lieu à financement par la Communauté française.

§ 3. L'information par laquelle la décision du refus d'inscription d'un étudiant lui est communiquée, doit intervenir endéans un délai de 15 jours prenant cours au jour de la réception de la demande de l'étudiant.

§ 4. L'étudiant dont on a refusé l'inscription doit en être informé par pli recommandé. Cette information contient également les modalités d'exercice des droits de recours.

Lorsque ce refus émane d'un établissement organisé par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 10 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant le Gouvernement qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Lorsque ce refus émane d'un établissement subventionné par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 10 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant la commission visée au dernier alinéa, qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Les établissements subventionnés par la Communauté française prévoient, dans leurs dispositions réglementaires, la création et l'organisation d'une commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription. Cette commission, qui présente des garanties d'indépendance, peut, dans le respect des modalités fixées par les dispositions réglementaires, invalider le refus.

§ 5. La preuve que l'étudiant ne se trouve pas dans les cas visés au § 2, 2°, est apportée par tout document probant ou à défaut par une déclaration sur l'honneur signée par l'étudiant.

En cas de fraude, l'étudiant perd immédiatement la qualité d'étudiant régulièrement inscrit, de même que les effets de droits attachés à la réussite d'épreuves.

§ 6. A partir de l'année académique 1998-1999 et sauf dérogation accordée par le Gouvernement, dans les conditions qu'il détermine, nul ne peut être inscrit aux études s'il n'a pas fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

Cette preuve peut être apportée :

1° soit par la réussite d'un examen organisé à cette fin par un ou plusieurs établissements suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement;

2° soit par la possession d'un diplôme, belge ou étranger, sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement dont la langue d'enseignement est la langue française;

3° soit par la possession d'un diplôme, belge ou étranger, sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement dont la langue d'enseignement est partiellement la langue française, si, après examen du programme d'études suivi dans le cadre de ces études, le Gouvernement assimile, en vue de l'application de la présente disposition, la possession de ce diplôme à celle du diplôme repris sous 2°; le Gouvernement fixe la liste des diplômes ainsi assimilés.

Le diplôme sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement relevant de la Communauté germanophone et dont la langue de l'enseignement est partiellement la langue française est assimilé à un des diplômes visés au 2°.

[...] »

IV. *En droit*

- A -

Requête

Quant à l'intérêt des parties requérantes

A.1. Les dispositions attaquées ont pour effet d'exclure la majorité des étudiants étrangers du financement par la Communauté française et en tout cas si leur nombre est supérieur à 2 p.c. du nombre d'étudiants belges régulièrement inscrits et de préjudicier manifestement tant l'établissement et son organisation que les étudiants, en ce que l'article 10 du décret de la Communauté française du 5 août 1995, inséré par l'article 27 du décret attaqué, a pour effet d'exclure toute possibilité d'organiser un examen d'entrée préalable à l'inscription en première année.

Les dispositions entreprises risquent en outre d'avoir des répercussions dommageables sur le programme des cours et la pédagogie de l'École nationale supérieure des arts visuels de « La Cambre », institut ayant mis l'accent de manière spécifique sur cet aspect qui fait partie de sa notoriété.

L'impossibilité d'organiser un examen d'entrée est aussi contraire à l'intérêt des étudiants parce que cet examen permet au candidat d'évaluer ses compétences et aptitudes à suivre cet enseignement de type long. L'intérêt des étudiants à introduire une requête en annulation est dès lors incontestable.

Quant au caractère sérieux des moyens

A.2.1. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec les articles 5 et 7 du Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne, les articles 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne, l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 19 décembre 1966, et l'article 12 du règlement (CEE) n° 1612/68 du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté.

A.2.2. Dans une première branche, il est invoqué que l'article 27 du décret entrepris, en ce qu'il insère dans le décret du 5 août 1995 un article 7, opère une différence de traitement pour le financement des étudiants régulièrement inscrits entre, d'une part, les étudiants de nationalité belge et, d'autre part, les étudiants étrangers qui, sous réserve des exceptions prévues à l'article 7, 2°, a) à j), ne peuvent intervenir qu'à concurrence de 2 p.c. maximum du nombre d'étudiants belges régulièrement inscrits au 1^{er} février de l'année académique précédente dans l'établissement concerné, et à condition que le droit d'inscription complémentaire requis ait été perçu par l'établissement et versé par lui au ministère de la Communauté française.

Or, l'essence même des dispositions de droit européen reprises au moyen interdit toute discrimination fondée sur la nationalité; l'imposition d'un droit d'inscription comme condition d'accès aux études pour les étudiants ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne, lorsqu'une même charge n'est pas imposée aux étudiants nationaux, constitue une discrimination prohibée au sens de l'article 7 du Traité de Rome interdisant toute discrimination fondée sur la nationalité; en outre, parmi les étudiants étrangers, il est opéré une discrimination prohibée par les dispositions énumérées au moyen entre la catégorie d'étudiants prévue par l'article 7, 2°, a) à j), et celle prévue à l'article 7, 2°, k).

A.2.3. En sa deuxième branche, le moyen critique la différence de traitement opérée par l'article 27 du décret attaqué, en tant qu'il insère dans le décret du 5 août 1995 un article 10, quant au principe de liberté reconnu à l'étudiant de s'inscrire dans l'établissement de son choix et à la possibilité pour l'établissement de refuser son inscription, entre, d'une part, les étudiants de nationalité belge et, d'autre part, les étudiants étrangers visés par l'article 7, 2°, k), ou ceux dont l'inscription ne donne pas lieu à un financement par la Communauté française. Or, le libre accès à l'enseignement professionnel est consacré par les dispositions invoquées au moyen, le droit à l'instruction doit être respecté sans distinction fondée sur la nationalité, et la discrimination instaurée ne peut faire l'objet d'aucune justification

raisonnable. La jurisprudence de la Cour d'arbitrage concernant l'article 191 de la Constitution est également rappelée. Le législateur méconnaît dès lors la liberté de choix de l'enseignement, composante essentielle du droit à l'instruction, liberté qui peut se déterminer en raison d'un projet pédagogique déterminé.

A.2.4. Le second moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 24 de la Constitution, en ce que l'article 27 du décret attaqué qui insère un article 10 dans le décret du 5 août 1995 dispose que l'étudiant choisit librement l'établissement auquel il souhaite s'inscrire et que la direction ne peut refuser son inscription par décision formellement motivée que dans certains cas délimités, parmi lesquels ne figure point l'obligation de réussite d'une épreuve artistique organisée. La disposition attaquée ne fait à cet égard aucune distinction entre les établissements d'enseignement. Or, les règles d'égalité et de non-discrimination interdisent de traiter de manière identique des personnes se trouvant dans des situations différentes, sauf justification objective et raisonnable. Le décret attaqué méconnaît ainsi les spécificités d'un enseignement supérieur artistique de qualité, tel que celui dispensé par l'école de La Cambre qui développe largement la création artistique notamment par une pédagogie adaptée et active, développant la formation de la personnalité et l'esprit de recherche. Or, l'article 10 susmentionné empêche toute possibilité de poursuivre les buts envisagés par le créateur de l'établissement, et rend notamment impossible le respect d'une pédagogie contribuant à sa notoriété et sa réputation, vu l'accroissement inévitable de la population estudiantine.

Dès lors que la relation maître-étudiant doit pouvoir rester une priorité, il est impératif d'adapter le niveau d'encadrement et donc le financement nécessaire à cette fin. La spécificité de l'enseignement artistique et surtout les méthodes pédagogiques particulières à l'école de La Cambre constituent des différences objectives justifiant un traitement approprié.

A.2.5. L'existence de moyens sérieux à l'appui du recours en annulation est patent en l'espèce puisque le moyen sérieux est celui qui fait peser des doutes importants sur la validité de la norme attaquée. L'avis de la section de législation du Conseil d'Etat est invoqué à l'appui de cette thèse.

Quant au risque de préjudice grave difficilement réparable

A.3. L'application immédiate des dispositions attaquées, lors de la prochaine rentrée académique, entraînera dans le chef des requérants un risque de préjudice grave difficilement réparable.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'écartement pour le financement des étudiants étrangers au-delà du seuil de 2 p.c. maximum du nombre d'étudiants belges régulièrement inscrits, il convient de souligner la situation toute particulière de l'école de La Cambre composée de près de 30 p.c. d'étudiants étrangers attirés par la renommée internationale de l'école et par sa notoriété, notamment en raison de ses méthodes pédagogiques. L'accès à l'enseignement de ces étudiants étrangers sera entravé par l'obligation de payer un droit d'inscription complémentaire. En outre, les étudiants étrangers déjà inscrits dans les différentes années des deux cycles d'études verront leur situation radicalement changer vu qu'ils ne seront plus susceptibles d'être subventionnés et, par voie de conséquence, risquent d'être écartés alors même qu'ils auraient déjà suivi une ou plusieurs années d'études. Cette situation viole manifestement leur droit à l'instruction et à la continuité d'un enseignement spécifique tel qu'ils l'ont suivi jusque maintenant.

Ensuite, en ce qui concerne la suppression de toute épreuve artistique pour l'admission à l'établissement, l'application immédiate de cette disposition va bouleverser l'organisation et le bon fonctionnement de la prochaine première candidature. Elle va donc nuire à la qualité de l'enseignement tel qu'il était dispensé actuellement.

« Cette situation a pour effet de priver les élèves du suivi pédagogique (la transmission de l'expérience professionnelle de l'enseignant ne pouvant se faire de manière rationnelle qu'à un nombre limité d'étudiants, comme c'est le cas actuellement où les cours sont donnés en ateliers composés d'une vingtaine d'étudiants) en raison de l'augmentation considérable d'étudiants sans que le nombre d'enseignants n'augmente. Le nombre d'élèves doublera de manière telle que l'enseignement spécifique de La Cambre disparaîtra purement et simplement. »

Enfin, en ce qui concerne le matériel, l'école ne dispose que de moyens adaptés à une population déterminée, par exemple en termes de locaux ou de personnel. La spécificité de l'école sera de la sorte méconnue. Le désordre ainsi occasionné lors de la prochaine rentrée académique se reportera par la suite sur les années ultérieures, de sorte que l'ensemble des étudiants des deux cycles d'études se verront affectés par les mesures attaquées et privés de la qualité pédagogique spécifique de l'école.

Mémoire en intervention

A.4. C. Molers et consorts, tous membres du corps enseignant de l'Ecole nationale supérieure des arts visuels « La Cambre », ont introduit un mémoire en intervention demandant d'être admis à la cause en qualité de partie intervenante et de suspendre l'exécution des dispositions attaquées ainsi que de les annuler.

Ils justifient leur intérêt à agir par les répercussions certaines sur le programme des cours, sur le contenu de ceux-ci et sur la pédagogie de l'établissement qu'auront les dispositions entreprises.

A.5. Leur argumentation quant aux moyens et quant au sérieux de ceux-ci est très largement identique à celle des requérants. Tout au plus insistent-ils, à propos du deuxième moyen, sur la liberté de l'enseignement, que les requérants tirent des dispositions constitutionnelles, conçue comme la liberté de mettre en oeuvre une méthode pédagogique particulière conditionnée par le fait que le nombre total d'étudiants ne dépasse pas un seuil maximum. Ils s'interrogent dès lors sur l'objectif poursuivi par la disposition attaquée, sur son caractère légitime, ainsi que sur la proportionnalité des moyens utilisés à cette fin, tout particulièrement au regard de l'importance des buts et des méthodes pédagogiques poursuivis par les parties requérantes.

A.6. Concernant le risque de préjudice grave difficilement réparable, ils font valoir, à propos de la non-prise en compte, pour le financement, des étudiants étrangers au-delà du seuil prescrit par la loi, que la continuité de l'enseignement et le bon fonctionnement de l'école en seront immanquablement affectés puisque chacune des années d'études risque de se voir du jour au lendemain délestée d'un nombre important et indéterminable d'étudiants qui jusqu'à présent étaient en ordre d'inscription.

A propos de la suppression de la possibilité d'organiser un examen d'entrée, ils invoquent le fait que la disposition entreprise entraînera la suppression de tout l'enseignement « personnalisé », qui fonctionne sur la base des discussions individuelles avec les enseignants et transformera les ateliers pratiques en cours ex cathedra, contraires à toute la philosophie et la pédagogie de l'école.

Pour le surplus, le préjudice qu'ils invoquent est très largement semblable à celui invoqué par les parties requérantes.

Position du Gouvernement de la Communauté française

Quant à l'article 7 du décret du 5 août 1995 en ce qu'il opérerait une différence de traitement discriminatoire dans le financement des établissements d'enseignement artistique supérieur entre les étudiants belges et les étudiants étrangers principalement ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne

A.7.1. Les requérants n'ont pas intérêt à agir parce que la norme concerne le financement des établissements d'enseignement artistique supérieur. Des étudiants ne sont donc pas directement concernés par une telle disposition.

Subsidièrement, pour justifier de leur intérêt à agir, les requérants doivent encore démontrer qu'ils possèdent la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique et qu'ils n'appartiennent pas à l'une des catégories d'étudiants visées à l'article 7, 2°, a) à j).

A.7.2. Le préjudice invoqué n'est pas de nature à permettre la suspension de la norme. Il s'agit d'un préjudice de nature financière. Il ne s'agit pas d'un préjudice qui résulte de faits concrets puisque la disposition attaquée ne produira aucun effet concret avant la prochaine rentrée académique qui n'interviendra que dans six mois. Il s'agit par ailleurs d'un préjudice qui n'est pas encore déterminable puisque les modalités d'application des « droits complémentaires » à payer n'ont pas encore été déterminées. Plusieurs éléments permettent de penser que les étudiants ressortissants des Etats membres de l'Union européenne seront exemptés du paiement de ce droit d'inscription spécifique. En outre, puisque l'article 10, § 2, 2°, du décret du 5 août 1995 ne permet pas à un directeur d'établissement de refuser l'inscription à un étudiant ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, il sera en toute hypothèse impossible d'exiger de la part de ces étudiants le paiement d'un droit d'inscription complémentaire.

La Cour doit enfin effectuer une balance des préjudices. Or, en cas de suspension de la norme, le préjudice grave difficilement réparable causé aux établissements d'enseignement artistique supérieur qui pourraient recevoir un montant de financement qu'ils devraient ultérieurement rembourser si la norme n'était pas annulée, est supérieur au préjudice invoqué par les requérants.

A.7.3. Le premier moyen dans sa première branche n'est pas sérieux.

Les articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec les articles 5 et 6 du Traité C.E. ne sont pas violés parce que la disposition entreprise est étrangère au domaine d'application du Traité instituant la Communauté européenne. En matière d'enseignement, seul l'accès à la formation professionnelle constitue un domaine d'application du Traité. La jurisprudence de la Cour européenne de justice est invoquée à l'appui de cette thèse. Cette Cour a toujours considéré le principe communautaire de non-discrimination comme étant limité dans son application en matière d'enseignement à l'accès des étudiants européens à la formation professionnelle. Elle a en revanche toujours rejeté sur cette base l'accès des établissements d'enseignement à un quelconque financement. Il en résulte que la discrimination invoquée est inexistante. Les étudiants ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique ont accès à l'enseignement supérieur exactement dans les mêmes conditions que les nationaux. Le financement est pour sa part global dans le chef des établissements d'enseignement supérieur. Les étudiants belges constituent seulement un critère formel de financement retenu par le législateur. L'enseignement lui aussi est global. Il bénéficiera, compte tenu du budget et des priorités définies au sein de chaque établissement d'enseignement, à tous les étudiants.

En ne permettant pas au chef d'établissement de refuser l'accès à l'enseignement supérieur artistique aux étudiants ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique et en ne subordonnant pas cet accès au paiement d'un minerval complémentaire, la disposition attaquée ne constitue pas une discrimination au sens du droit communautaire.

Il n'y a pas non plus violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 2 du Premier Protocole additionnel à cette Convention. Cet article 2 vise en effet le droit à l'instruction alors que la norme entreprise a uniquement trait au financement.

Il n'y a pas non plus violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec le règlement C.E.E. n° 1612/68 dont l'article 12 ouvre le droit d'accès à l'instruction en Belgique aux enfants d'un ressortissant européen établi sur le territoire belge. Outre le fait qu'un tel droit est garanti par l'article 7, 2°, c, de la disposition entreprise, il faut encore relever que cette disposition ne vise que le financement des établissements d'enseignement et non le droit d'accès à l'instruction.

Il n'y a pas non plus lieu de suivre les requérants dans leur critique des critères de financement différenciés au profit de certaines catégories d'étrangers. Les critères sont manifestement objectivement et raisonnablement justifiés par la prise en compte de liens particuliers permanents et organiques ou ponctuels et spécifiques, par la prise en compte de la contribution effective au système éducatif organisé par la Communauté française par le biais du paiement effectif d'impôts en Belgique et par la prise en compte de critères humanitaires.

Quant au nouvel article 10, § 2, 2° et 3°, du décret du 5 août 1995 en ce qu'il opérerait une différence de traitement discriminatoire pour l'accès à l'enseignement artistique supérieur entre les étudiants belges et les étudiants étrangers

A.8.1. Pour justifier de leur intérêt à agir, les requérants doivent encore démontrer qu'ils ne possèdent pas la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique et qu'ils n'appartiennent pas à l'une des catégories d'étudiants visées à l'article 7, 2°, a) à j).

A.8.2. Le préjudice grave exigé pour la suspension de la norme n'est pas prouvé. La disposition attaquée ne produira aucun effet concret avant la prochaine rentrée académique. Par ailleurs, l'ensemble des requérants sont déjà « dans le circuit » et il est peu vraisemblable que leur chef d'établissement fasse usage, lors de la prochaine rentrée, de la faculté de refus de leur inscription.

A.8.3. Puisque cette deuxième branche du premier moyen ne s'applique qu'aux étudiants ressortissants d'un Etat qui n'est pas membre de l'Union européenne, les seules dispositions sur lesquelles elle peut se fonder sont l'article 24 de la Constitution combiné avec l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 2 du Premier Protocole additionnel à cette Convention. Cet article 2 ne garantit pas un droit d'accès à l'enseignement à tous les étudiants relevant de la juridiction des Etats signataires de la Convention et de son Protocole. Seule une distinction purement arbitraire serait susceptible de violer cette disposition qui ne fait pas obstacle à une réglementation du droit à l'enseignement en fonction des besoins et des possibilités de la Communauté et de l'individu. En permettant, dans certaines circonstances, au chef d'établissement de refuser, « par décision formellement motivée », l'inscription d'un étudiant qui n'est pas ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne et qui n'entre pas dans une des catégories spécifiques visées à l'article 7, 2°, b) à j), la disposition entreprise réglemente le droit à l'instruction en fonction d'impératifs pédagogiques et financiers qui permettent de tenir compte des besoins et des possibilités de la Communauté.

Quant au nouvel article 10 du décret du 5 août 1995 en ce qu'il n'autoriserait plus les établissements d'enseignement artistique supérieur à refuser l'inscription d'un étudiant n'ayant pas réussi « une épreuve artistique organisée »

A.9.1. Les requérants ne justifient en rien d'un intérêt direct à la suspension de cette disposition, puisqu'ils ont tous entamé leurs études à l'école de La Cambre et que l'effet allégué de l'application de la norme entreprise ne concernerait que l'organisation de la seule première année d'études.

A.9.2. Le préjudice allégué concerne d'abord et avant tout la première candidature et ne concerne donc pas les requérants qui l'auront déjà achevée.

La disposition attaquée ne produira aucun effet concret avant la prochaine rentrée académique.

Le préjudice invoqué par les requérants semble bien excessif et n'est pas encore déterminable. Les effets de l'application immédiate de la norme sont exagérés de manière grossière.

Les requérants ne tiennent pas non plus compte d'une série d'éléments susceptibles de réduire la portée des effets de l'absence éventuelle d'un examen d'entrée, comme par exemple la possibilité laissée au directeur d'établissement de refuser l'inscription de certains étudiants.

Il faut encore ajouter qu'en l'absence de connaissance des mesures spécifiques concernant les dépenses en matériel et en ressources humaines pour la prochaine rentrée et sans que n'aient déjà pu être déterminés les montants précis de financement des différents établissements artistiques supérieurs pour la prochaine rentrée académique, toute projection du type de celle effectuée par les requérants paraît vaine et hasardeuse.

A.9.3. Le moyen n'est par ailleurs pas sérieux.

Le Gouvernement de la Communauté française soutient que tout établissement pourrait « invoquer sa spécificité et ses impératifs pédagogiques pour demander la possibilité d'organiser une épreuve préalable de sélection ». Or, en plaçant explicitement les établissements d'enseignement artistique supérieur dans une situation différente, le décret attaqué aurait créé une autre forme de discrimination. Par ailleurs, rien n'interdit aux établissements de renforcer les exigences requises pour la réussite de la première candidature.

A titre subsidiaire, ni les termes du décret ni le contenu des travaux préparatoires ne semblent éliminer explicitement toute possibilité d'organiser une épreuve de sélection préalable à l'inscription. Une lecture conciliatrice des dispositions impliquées semble permettre d'affirmer que les dispositions de l'article 11 de l'arrêté royal du 4 avril 1980 et de l'article 5 de l'arrêté royal du 31 août 1978 ne sont pas implicitement abrogées par l'article 10 nouveau du décret du 5 août 1995.

En toute hypothèse, la discrimination invoquée ne trouve pas son origine dans le contenu de l'article 10 mais dans l'absence de réglementation spécifique concernant la possibilité d'organiser une épreuve de sélection. Une annulation de la disposition ne changerait rien au problème et créerait d'autres discriminations, en supprimant les autres motifs du refus d'inscription.

- B -

Quant à la recevabilité du recours en annulation

B.1.1. Le Gouvernement de la Communauté française soutient que les parties requérantes ne justifient pas de l'intérêt requis à l'annulation et à la suspension des dispositions entreprises.

B.1.2. La demande de suspension étant subordonnée au recours en annulation, la recevabilité de celui-ci, et en particulier l'existence de l'intérêt requis, doit être abordée dès l'examen de la demande de suspension.

B.1.3. Les parties requérantes sont des étudiants belges et étrangers de l'Ecole nationale supérieure des arts visuels « La Cambre ».

L'article 7 nouveau du décret du 5 août 1995 n'admet, parmi les étudiants régulièrement inscrits comme entrant en ligne de compte pour le financement, les étudiants étrangers autres que ceux mentionnés aux points a) à j) qu'à concurrence de 2 p.c. maximum du nombre d'étudiants belges et à la condition qu'ils paient un droit d'inscription complémentaire.

L'article 10, § 2, nouveau du décret du 5 août 1995 ne permet pas de refuser l'inscription d'un étudiant parce qu'il n'a pas réussi l'examen d'entrée préalable à l'inscription en première année.

Ces dispositions peuvent affecter directement et défavorablement certains des étudiants requérants, en ce qu'ils ne peuvent être admis que moyennant un droit d'inscription complémentaire. Tous les étudiants peuvent être affectés directement et défavorablement par ces dispositions, en ce qu'elles sont de nature à porter atteinte à la qualité spécifique de l'enseignement artistique dans l'établissement « La Cambre », à la réputation de l'établissement et par conséquent à la valeur du diplôme que les parties requérantes souhaitent y obtenir.

Quant à la recevabilité de l'intervention

B.2. L'examen limité de la recevabilité auquel la Cour a pu procéder en ce qui concerne la demande d'intervention permet de considérer que celle-ci est recevable dans le cadre de la demande de suspension.

En ce qui concerne la demande de suspension

B.3. Aux termes de l'article 20, 1°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, deux conditions de fond doivent être remplies pour que la suspension puisse être décidée :

- des moyens sérieux doivent être invoqués;
- l'exécution immédiate de la règle attaquée doit risquer de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Quant au préjudice invoqué par les intervenants

B.4. Les parties intervenantes s'efforcent de démontrer qu'elles subissent, elles aussi, un préjudice grave difficilement réparable du fait de l'application immédiate des dispositions attaquées. Le risque d'un préjudice personnel de parties intervenantes est étranger aux conditions de la suspension. Leurs allégations ne doivent donc être examinées qu'en ce qu'elles soutiennent la démonstration du préjudice subi par les parties requérantes.

En ce qui concerne le caractère sérieux des moyens invoqués

Quant au droit d'inscription complémentaire (article 7 nouveau du décret du 5 août 1995)

B.5. L'article 7 nouveau du décret du 5 août 1995 prévoit dans son point 2°, k), la perception d'un droit d'inscription complémentaire pour les étudiants étrangers qui ne sont pas mentionnés au point 2°, a) à j).

B.6. Dans sa première branche, le premier moyen invoque la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec les articles 5 et 7 du Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne.

B.7.1. La disposition attaquée établit, pour ce qui concerne la condition d'un droit d'inscription complémentaire, une distinction qui se fonde sur la nationalité des étudiants concernés.

Le recours à un critère basé sur la nationalité dans un domaine qui est lié aux droits et libertés mérite une attention particulière du juge constitutionnel.

Les travaux préparatoires des dispositions entreprises ne donnent aucune justification de cette distinction.

B.7.2. Cette distinction ne paraît à tout le moins pouvoir se justifier en tant qu'il s'agit d'étudiants qui sont ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne : l'article 7 du Traité instituant la Communauté économique européenne, devenu l'article 6 du Traité instituant la Communauté européenne, interdit, dans le domaine d'application du Traité, toute distinction fondée sur la nationalité.

Sans préjudice des articles 126 et 127 de ce Traité, tels qu'ils ont été modifiés par le Traité de Maastricht du 7 février 1992, il convient de relever que selon la Cour de justice des Communautés européennes, les conditions d'accès à la formation professionnelle relèvent du domaine d'application du Traité et que « l'imposition d'une redevance, d'un droit d'inscription ou d'un minerval, comme condition pour l'accès aux cours d'enseignement professionnel, aux étudiants ressortissant des autres Etats membres, alors qu'une même charge n'est pas imposée aux étudiants nationaux, constitue une discrimination en raison de la nationalité prohibée par l'article 7 du traité » (arrêt Gravier du 13 février 1985, *Rec. C.J.C.E.*, p. 615).

L'exigence d'un droit d'inscription complémentaire dans un établissement d'enseignement comme La Cambre constitue une condition d'admission pour suivre une formation à une profession artistique et relève dans tous les cas du champ d'application du susdit Traité.

Les articles 10 et 11 de la Constitution ont une portée générale. Ils interdisent toute discrimination, quelle qu'en soit l'origine : les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination sont applicables à l'égard de tous les droits et de toutes les libertés, en ce compris ceux résultant des conventions internationales liant la Belgique, rendues applicables dans l'ordre juridique interne par un acte d'assentiment et ayant effet direct.

La distinction entre les étudiants belges et les étudiants qui sont ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne ne paraît dès lors pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.7.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen est sérieux au sens de l'article 20, 1°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Quant au refus d'inscription (article 10 nouveau du décret du 5 août 1995)

B.8. Dans leur premier moyen, deuxième branche, les requérants estiment que l'article 10, § 2, 2°, nouveau du décret précité viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il permet de refuser les étudiants étrangers visés par l'article 7, 2°, k), du décret.

L'article 10 précité permet à la direction de l'école de refuser un étudiant étranger non ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne soit parce que le nombre d'étudiants étrangers dépasse le seuil des 2 p.c. fixé à l'article 7, 2°, k), précité, soit parce qu'il n'a pas acquitté le droit d'inscription complémentaire.

Concernant cette seconde condition, la Cour a déjà précisé que le moyen présente un caractère sérieux (B.7).

Concernant le seuil des 2 p.c., la Cour constate que le décret opère ainsi une différence de traitement entre les étudiants belges et les étudiants étrangers qui doit, pour être conforme aux règles d'égalité et de non-discrimination combinées avec le droit à l'enseignement, pouvoir se justifier objectivement et raisonnablement. Il résulte du texte même du décret que les étudiants ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne entrent aussi dans le calcul de ces 2 p.c. Par ailleurs, on ne trouve pas dans les travaux préparatoires de la disposition entreprise une justification de la différence de traitement critiquée. A ce stade de la procédure, le moyen peut être considéré comme sérieux.

Quant à l'examen d'entrée

B.9. Le second moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 24 de la Constitution, en ce que l'article 27 du décret attaqué qui insère un article 10 dans le décret du 5 août 1995 dispose que l'étudiant choisit librement l'établissement auquel il souhaite s'inscrire et que la direction ne peut refuser son inscription par décision formellement motivée que dans certains cas délimités, parmi lesquels ne figure point l'obligation de réussite d'une épreuve artistique organisée.

B.10. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. Les mêmes règles s'opposent, par ailleurs, à ce que soient traitées de manière identique, sans qu'apparaisse une justification raisonnable, des catégories de personnes se trouvant dans des situations qui, au regard de la mesure considérée, sont essentiellement différentes.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.11. La disposition critiquée ne permet de refuser l'inscription d'un étudiant que dans les trois hypothèses qu'elle mentionne. Il s'en déduit que la direction ne pourrait refuser l'inscription d'un étudiant au motif qu'il aurait échoué à un examen d'entrée.

Cette disposition devrait donc s'interpréter comme abrogeant implicitement les arrêtés royaux qui subordonnaient l'admission dans un établissement tel que l'école de « La Cambre » à la réussite d'une « épreuve artistique » (article 1^{er} de l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux conditions de classement de l'enseignement des arts plastiques de plein exercice dans les trois degrés de l'enseignement artistique supérieur; article 11 de l'arrêté royal du 4 avril 1980 fixant les nouvelles structures et l'organisation des études de l'Ecole nationale supérieure des arts visuels de la Cambre).

C'est l'interprétation que défend, à titre principal, le Gouvernement de la Communauté française : il soutient qu'un établissement pourrait « invoquer sa spécificité et ses impératifs pédagogiques pour demander la possibilité d'organiser une épreuve préalable de sélection » (A.9.3). Il ajoute que, s'il en était ainsi, le décret aurait créé une autre forme de discrimination parce qu'il aurait placé les établissements d'enseignement artistique supérieur dans une situation différente de celle des autres établissements d'enseignement supérieur.

B.12. Il apparaît des pièces du dossier que l'école de La Cambre est un établissement d'enseignement qui a une spécificité, en ce qu'elle développe la création artistique en pratiquant une pédagogie favorisant par priorité au sein de petits groupes la relation maître-étudiant, ce qui lui donne un rayonnement international.

Un accroissement brutal du nombre d'étudiants à la suite de l'abandon de toute sélection qualitative préalable à l'admission ne paraît pas compatible avec la spécificité de l'école et risque de mettre sa méthode pédagogique en péril. Il n'apparaît pas que le législateur décréto ait nié cette spécificité ou ait entendu y mettre fin.

La catégorie d'établissements à laquelle l'école de La Cambre appartient ne paraît pas avoir été prise en compte, contrairement à ce que faisaient les dispositions organiques préexistantes.

Dans les limites restreintes de l'examen auquel la Cour peut procéder dans le traitement d'une demande de suspension, le moyen peut être considéré comme sérieux.

En ce qui concerne le préjudice difficilement réparable

B.13. L'exécution immédiate, dès l'année académique 1998-1999, des dispositions critiquées risque d'avoir pour effet, d'une part, de dissuader nombre d'étudiants étrangers de s'inscrire à l'école de La Cambre, d'autre part, d'y amener un afflux d'étudiants qui n'ont pas fait la preuve de leur aptitude à en suivre les cours par la réussite d'une épreuve artistique. L'école perdrait ainsi ce qui fait la valeur spécifique de son enseignement et l'essentiel de sa notoriété. Un tel préjudice, qui affecterait tous les étudiants de l'école, peut être considéré comme grave et insusceptible d'être réparé par une éventuelle annulation.

B.14. Les deux conditions nécessaires pour conclure à la suspension sont remplies.

Par ces motifs,

la Cour

suspend

dans le décret de la Communauté française du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur tel qu'il est modifié par l'article 27 du décret-programme de la Communauté française du 24 juillet 1997 portant diverses mesures urgentes concernant l'enseignement :

- à l'article 7, 2°, k), les termes « et à condition que le droit d'inscription complémentaire requis ait été perçu par l'établissement et versé par lui au ministère de la Communauté française »;

- à l'article 10, § 2, 2°, les termes « par l'article 7, 2°, k), sauf s'il est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, ou »;

- l'article 10 en ce qu'il ne permet plus de subordonner l'admission dans un établissement de l'enseignement supérieur des arts plastiques à la réussite d'une épreuve artistique.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 4 juin 1998.

Le greffier f.f.,

R. Moerenhout.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 98 — 1437

[C - 98/21231]

Arrest nr. 62/98 van 4 juni 1998

Rolnummer 1305

In zake : de vordering tot schorsing van artikel 27 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 met betrekking tot diverse dringende maatregelen in verband met het onderwijs, in zoverre het de artikelen 7 en 10 invoegt in het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs, ingesteld door Maria Navarro Diego en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters P. Martens, J. Delruelle, E. Cereche, H. Coremans en A. Arts, bijgestaan door referendaris R. Moerenhout, waarnemend griffier, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de vordering

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 4 maart 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 11 maart 1998, is een vordering tot schorsing ingesteld van artikel 27 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 met betrekking tot diverse dringende maatregelen in verband met het onderwijs (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 november 1997), in zoverre het de artikelen 7 en 10 invoegt in het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs, door M. Navarro Diego, T. Mourinho, M. Ribeiro Dos Anjos, S. Saurer, E. Mavodones, A. Rajszyz, I. Gleditsch, D. Hilfiker, A. Mpange Enkobo, R. Kot, M. Taira, F. Ferdjoui, C. du bois de Dunilac, Y. Xu, R. Cappacioli, J. Wintjes, C. Da Silva Correia, J. Snow, E. Gronbach, S. Walsh, M. Courdavault, C. Dubois, C. Gautron, C. Montagnon, H. Champagnac, O. Joessel, A. Madesclaire, A. Puvis de Chavannes, C. de Chillaz, V. Gameiro Lopes, M. Ruppe, J. Baudoin, E. Ferry, S. Witte, K. Darnay, H. Gauthier, Y. Henry, D. Marle, B. Terdjan, C. Bitsch, J. Claessens, S. Dosda, D. Stampfli, C. Bordan, C. Dubnick Maren, M. Gallis Pereira Baraona, C. Marchand, A. Petit, B. Eugene, S. Panknin, G. Guegan, Y. Jolly, S. Santana Feid, M. Ganon, P. Guilbert Brice, S. Stento, M. Salazar Cerruto, S. Zahir, D. Silva Dominguez, E. Ona Selfa Jose en C. Guerreiro Felix, die keuze van woonplaats hebben gedaan te 1060 Brussel, Gulden-Vlieslaan 68/9.

Bij afzonderlijk verzoekschrift van dezelfde dag vorderen de verzoekende partijen eveneens de vernietiging van dezelfde decretale bepalingen.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 11 maart 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 25 maart 1998 heeft het Hof de dag van de terechtzitting bepaald op 22 april 1998, na de overheden die in onderhavige zaak zullen tussenkomen te hebben uitgenodigd hun opmerkingen te formuleren in een uiterlijk op 20 april 1998 in te dienen memorie, waarvan ze binnen dezelfde termijn een afschrift dienen te laten toekomen aan de raadsman van de verzoekers.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de in artikel 76 van de organieke wet vermelde overheden evenals aan de verzoekers en hun advocaat bij op 26 maart 1998 ter post aangetekende brieven.

Memories zijn ingediend door :

- C. Molers, P. Pairon, A. Prevot, E. Van Vyve, N. Goetghebeur, M. Joly, V. Furnelle, J. Guisset, T. Aughuet, V. Gevers, Y. Vernard, M. Reding, J.-E. Duvivier, P. Szonyi, R. Dyszko-Wowski, P. Lucas, G. Pirotte, T. Gilles, A. Radermecker, J.-C. Palisse, A. Jacobs, B. Villers, R. Ballau, M. Serck-Dewaide, G. Terfue, D. Staelens, F. A. D'Haeseleer, M. Van Bellinghen, B. Lorge, G. De Volder, B. Verschuere, F. Colpé, D. De Rudder, C. Warmoes, J. Cotton, L. Gerard, D. Driesmans, M. Romazzotti, E. Levy, P. Ledocte, E. Dekyndt, A. Wauters, J.-P. Bauduin, M. Beernaerts, C. Oluff, B. Junius, L. Bru, F. Collet, D. Van Den Bergh, N. Malevez, M. Pasternak, G. Bauclair, C. Katz, A. Born-Godfroid, E. Creyf, A. D'Hooghe, V. Cartuyvels, J. Van Brabant, J.-P. Van Tieghem, S. Bertot, I. Vranckx, C. Stassart, J.-C. Geluck, J. Paternotte, R. Henry, J.-C. De Behels, B. Thelen, J.-P. Point, F. Bausart, A. Thimmesch, S. Thiry, M. Jacques, J.-A. Glatigny, V. Baccarini, M. Decroly, E. Duliere, F. Derleyn, C. Carez en G. Vercheval, die keuze van woonplaats hebben gedaan te 1000 Brussel, Emile De Motlaan 19, bij op 2 april 1998 ter post aangetekende brief;

- de Franse Gemeenschapsregering, Surlat de Chokierplein 15-17, 1000 Brussel, bij op 20 april 1998 ter post aangetekende brief.

Op de openbare terechtzitting van 22 april 1998 :

- zijn verschenen :

- Mr. V. De Wolf en Mr. P. Simonart, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen;

- Mr. J. Sohier, advocaat bij de balie te Brussel, voor de tussenkomende partijen;
- Mr. M. Kaiser loco Mr. M. Nihoul, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Franse Gemeenschapsregering;
- hebben de rechters-verslaggevers J. Delruelle en A. Arts verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. De bestreden bepalingen

« Art. 27. [In het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs] wordt een hoofdstuk II ingevoegd met als titel "Beschikkingen betreffende de noties "regelmatig ingeschreven student " en "student die in aanmerking komt voor de financiering " in het hoger artistiek onderwijs en in het artistiek onderwijs " en de artikelen 6 tot 15 omvattend, als volgt opgesteld :

' Hoofdstuk II. Beschikkingen betreffende de noties "regelmatig ingeschreven student " en "student die in aanmerking komt voor de financiering " in het hoger artistiek onderwijs en in het artistiek hoger onderwijs.

[...]

Artikel 7. Onder de regelmatig ingeschreven studenten, komen in aanmerking voor de financiering :

1° de studenten van Belgische nationaliteit;

2° volgende buitenlandse studenten :

a) van Luxemburgse nationaliteit;

b) van wie de vader of de moeder of de wettelijke voogd van Belgische nationaliteit zijn;

c) van wie de vader of de moeder of de voogd regelmatig in België verblijven;

d) van wie de echtgenoot in België verblijft en er een beroepsactiviteit uitoefent of er een vervangingsinkomen geniet;

e) die in België verblijven en er de voordelen genieten verbonden aan het statuut van vluchteling of kandidaat vluchteling, toegekend door de delegatie in België van het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen van de Verenigde Naties, evenals zij van wie de vader of de moeder of de wettelijke voogd zich in dezelfde situatie bevindt;

f) die ten laste genomen werden of onderhouden worden door de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, in een tehuis dat aan deze laatste toebehoort, of in een tehuis waar ze ondergebracht werden;

g) die in België verblijven, er een ware en effectieve beroepsactiviteit uitoefenen of er een vervangingsinkomen genieten;

h) die staatsburgers zijn van een land dat met België of met de Franse Gemeenschap een specifiek akkoord heeft gesloten, in het kader van de limieten van dit akkoord;

i) die een studiebeurs bekomen hebben verleend door de nationale kredieten voor ontwikkelingssamenwerking;

j) die een studiebeurs bekomen hebben van de Franse Gemeenschap in het kader en binnen de limieten van een cultureel akkoord gesloten door België of door de Franse Gemeenschap;

k) andere dan deze vermeld onder punten a) tot j). Deze studenten zijn echter slechts medebepalend tot maximum 2 p.c. van het aantal Belgische studenten die regelmatig ingeschreven zijn op 1 februari van het voorgaande school- of academisch jaar in de betrokken instelling en op voorwaarde dat het vereiste aanvullend inschrijvingsrecht door de instelling ontvangen werd en overgemaakt naar het ministerie van de Franse Gemeenschap;

[...]

Artikel 10. § 1. De student kiest vrij de instelling waar hij zich wenst in te schrijven. Elke student kan zich inschrijven in de instelling van zijn keuze tot 15 november van het lopende academie- of schooljaar.

§ 2. De directie van de instelling bedoeld onder § 1, kan echter de inschrijving weigeren door een uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing :

1° indien bedoelde student gedurende het voorgaande academie- of schooljaar het voorwerp was van een disciplinaire maatregel die zijn verwijdering uit de instelling tot gevolg had voor de rest van het school- of academiejaar;

2° indien de student bedoeld wordt onder artikel 7, 2° k) behalve als hij een staatsburger is van een Lidstaat van de Europese Unie, of door artikel 9 van dit decreet;

3° indien de student in kwestie zijn inschrijving vraagt voor een cursusprogramma dat geen financiering door de Franse Gemeenschap met zich meebrengt.

§ 3. De mededeling die de student informeert dat zijn inschrijving geweigerd werd, moet gebeuren binnen een termijn van 15 dagen, die begint op de dag waarop de aanvraag van de student ontvangen werd.

§ 4. De student aan wie de inschrijving geweigerd werd, moet hiervan op de hoogte gebracht worden via een aangetekend schrijven. Deze mededeling bevat eveneens de uitoefeningsmodaliteiten voor het indienen van een bezwaar.

Indien deze weigering uitgaat van een instelling georganiseerd door de Franse Gemeenschap, dan kan de student binnen de 10 dagen en per aangetekend schrijven beroep aantekenen tegen de beslissing bij de Regering, die de weigering binnen de 30 dagen ongeldig kan verklaren.

Indien de weigering uitgaat van een instelling gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, dan kan de student binnen de 10 dagen en per aangetekend schrijven beroep aantekenen tegen de beslissing bij de commissie bedoeld onder de laatste alinea, die de weigering binnen de 30 dagen ongeldig kan verklaren.

In hun reglementaire beschikkingen, voorzien de instellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de creatie en de organisatie van een commissie die belast is met het ontvangen van klachten in verband met inschrijvingsweigeringen van studenten. Deze commissie, die een gewaarborgd onafhankelijk karakter heeft, kan, mits eerbiediging van de modaliteiten vastgesteld door de reglementaire beschikkingen, de weigering ongeldig verklaren.

§ 5. Het bewijs dat de student zich niet in de gevallen bevindt bedoeld onder § 2, 2° wordt geleverd door elk bewijskrachtig document of bij gebrek daaraan door een verklaring op zijn eer getekend door de student.

In geval van bedrog, verliest de student onmiddellijk de hoedanigheid van regelmatig ingeschreven student, evenals de rechtmatige gevolgen verbonden aan het slagen in de proeven.

§ 6. Vanaf het academiejaar 1998-1999 en behalve afwijking verleend door de Regering, in de voorwaarden die ze bepaalt, kan niemand voor de studies worden ingeschreven indien hij het bewijs niet leverde de Franse taal voldoende meester te zijn.

Dit bewijs kan geleverd worden door :

1° hetzij het slagen in een examen met deze bedoeling ingericht door een of meerdere instellingen volgens de beschikkingen vastgelegd door de Regering;

2° hetzij door het bezit van een diploma, Belgisch of buitenlands, dat de eindcyclus bekrachtigt van secundaire of hogere studies gevolgd in een instelling waarvan de onderwijstaal gedeeltelijk de Franse taal is;

3° door het bezit van een diploma, Belgisch of buitenlands, dat de eindcyclus bekrachtigt van secundaire of hogere studies gevolgd in een instelling waarvan de onderwijstaal gedeeltelijk de Franse taal is, indien na onderzoek van het studieprogramma gevolgd in het kader van deze studies, de Regering met het oog op de toepassing van deze bepaling, het bezit van dit diploma gelijkstelt met dat van het diploma bedoeld onder 2°; de Regering bepaalt de lijst van de aldus gelijkgestelde diploma's.

Het diploma dat de eindcyclus bekrachtigt of een cyclus van hogere studies gevolgd in een instelling afhankelijk van de Duitstalige Gemeenschap en waarvan de onderwijstaal gedeeltelijk de Franse taal is wordt gelijkgesteld met een van de diploma's bedoeld onder 2°.

[...] »

IV. *In rechte*

- A -

Verzoekschrift

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partijen

A.1. De bestreden bepalingen hebben tot gevolg dat zij de meerderheid van de buitenlandse studenten uitsluiten van de financiering door de Franse Gemeenschap en in ieder geval indien hun aantal hoger is dan 2 pct. van het aantal regelmatig ingeschreven Belgische studenten en dat zij klaarblijkelijk zowel de instelling en de organisatie ervan als de studenten benadelen, doordat artikel 10 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995, ingevoegd bij artikel 27 van het bestreden decreet, tot gevolg heeft dat het elke mogelijkheid uitsluit om een aan de inschrijving in het eerste jaar voorafgaand toelatingsexamen te organiseren.

De bestreden bepalingen dreigen bovendien nadelige gevolgen te hebben voor het leerplan en de onderwijsmethode van de « Ecole nationale supérieure des arts visuels de 'La Cambre' », een instituut dat op specifieke wijze de nadruk legt op dat aspect, dat deel uitmaakt van haar bekendheid.

De onmogelijkheid om een toelatingsexamen te organiseren is tevens strijdig met het belang van de studenten omdat een dergelijk examen het de kandidaat mogelijk maakt in te schatten of hij bekwaam en geschikt is om dat onderwijs van het lange type te volgen. Het belang van de studenten bij het indienen van een verzoekschrift tot vernietiging kan bijgevolg niet worden betwist.

Ten aanzien van het ernstige karakter van de middelen

A.2.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang gelezen met de artikelen 5 en 7 van het Verdrag van Rome tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, de artikelen 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag, artikel 13 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten van 19 december 1966 en artikel 12 van de verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap.

A.2.2. In een eerste onderdeel wordt aangevoerd dat artikel 27 van het bestreden decreet, doordat het in het decreet van 5 augustus 1995 een artikel 7 invoegt, voor de financiering van de regelmatig ingeschreven studenten een verschil in behandeling maakt tussen, enerzijds, de studenten van Belgische nationaliteit en, anderzijds, de buitenlandse studenten die, onverminderd de in artikel 7, 2°, a) tot j), bedoelde uitzonderingen, slechts in aanmerking kunnen komen ten belope van maximum 2 pct. van het aantal Belgische studenten die regelmatig ingeschreven zijn op 1 februari van het voorafgaande academiejaar in de betrokken instelling en op voorwaarde dat het vereiste aanvullende inschrijvingsrecht door de instelling werd ontvangen en overgemaakt aan het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De in het middel vermelde bepalingen van Europees recht verbieden echter in essentie elke discriminatie die gebaseerd is op de nationaliteit; een verplicht inschrijvingsrecht als toegangsvoorwaarde tot de studie voor de studenten die onderdaan zijn van een andere Lid-Staat van de Europese Unie vormt, wanneer eenzelfde last niet wordt opgelegd aan de binnenlandse studenten, een verboden discriminatie in de zin van artikel 7 van het Verdrag van Rome, dat elke vorm van discriminatie die gebaseerd is op de nationaliteit verbiedt; bovendien wordt onder de buitenlandse studenten een discriminatie gemaakt die verboden is bij de in het middel opgesomde bepalingen, tussen de categorie van studenten bedoeld in artikel 7, 2°, a) tot j), en die bedoeld in artikel 7, 2°, k).

A.2.3. In zoverre, ten aanzien van het aan de student erkende beginsel van vrijheid om zich in een instelling van zijn keuze in te schrijven en de mogelijkheid voor de instelling om zijn inschrijving te weigeren, artikel 27 van het bestreden decreet in het decreet van 5 augustus 1995 een artikel 10 invoegt, wordt in het tweede onderdeel van het middel het onderscheid bekritiseerd dat door dat artikel wordt gemaakt tussen, enerzijds, de studenten van Belgische nationaliteit en, anderzijds, de in artikel 7, 2°, k), bedoelde buitenlandse studenten, of die wier inschrijving geen aanleiding geeft tot een financiering vanwege de Franse Gemeenschap. De vrije toegang tot het beroepsonderwijs is echter verankerd in de in het middel aangevoerde bepalingen; het recht op onderwijs moet in acht worden genomen zonder onderscheid gebaseerd op de nationaliteit; de ingevoerde discriminatie kan geenszins redelijkerwijze worden verantwoord. De rechtspraak van het Arbitragehof betreffende artikel 191 van de Grondwet wordt eveneens in herinnering gebracht. De wetgever miskent bijgevolg de keuzevrijheid inzake onderwijs, een essentieel bestanddeel van het recht op onderwijs, een vrijheid die kan worden gedefinieerd op grond van een bepaald pedagogisch project.

A.2.4. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet, doordat artikel 27 van het bestreden decreet, dat een artikel 10 invoegt in het decreet van 5 augustus 1995, bepaalt dat de student vrij de instelling kiest waar hij zich wenst in te schrijven en dat de directie bij uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing zijn inschrijving enkel in een beperkt aantal gevallen kan weigeren, waaronder geenszins de verplichting vermeld is dat men geslaagd moet zijn voor een georganiseerd examen over kunst. De bestreden bepaling maakt in dat opzicht geen enkel onderscheid onder de onderwijsinstellingen. De regels van gelijkheid en niet-discriminatie verbieden weliswaar dat personen die zich in verschillende situaties bevinden op identieke wijze worden behandeld, behoudens objectieve en redelijke verantwoording. Het bestreden decreet miskent aldus de specifieke kenmerken van een kwaliteitsvol hoger kunstonderwijs, zoals dat wordt verstrekt door de « La Cambre »-school, die de artistieke creatie ruimschoots ontwikkelt, inzonderheid door een aangepaste en actieve onderwijsmethode, waarbij de persoonlijkheidsvorming en de zin voor onderzoek worden ontwikkeld. Het voormelde artikel 10 verhindert echter elke mogelijkheid om de door de oprichter van de instelling beoogde doelstellingen na te streven, en maakt het met name onmogelijk een onderwijsmethode in acht te nemen die bijdraagt tot de bekendheid en de faam van het instituut, gelet op de onvermijdelijke toename van het aantal studenten.

Gezien de relatie tussen meester en leerling een prioriteit moet kunnen blijven, is het absoluut noodzakelijk dat het begeleidingsniveau en bijgevolg de daartoe noodzakelijke financiering worden aangepast. Het specifieke karakter van het kunstonderwijs en vooral de bijzondere onderwijsmethodes aan de « La Cambre »-school vormen objectieve verschillen die een aangepaste behandeling verantwoorden.

A.2.5. Het is duidelijk dat te dezen ernstige middelen bestaan ter staving van het beroep tot vernietiging, vermits het middel waardoor de geldigheid van de aangevochten norm ten zeerste kan worden betwijfeld, een ernstig middel is. Het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State wordt ter staving van die stelling aangevoerd.

Ten aanzien van het risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel

A.3. De onmiddellijke toepassing van de bestreden bepalingen, bij de aanvang van het volgende academiejaar, zal ten aanzien van de verzoekers een risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel met zich meebrengen.

Wat in de eerste plaats het feit betreft dat voor de financiering de buitenlandse studenten boven de drempel van maximum 2 pct. van het aantal regelmatig ingeschreven Belgische studenten worden afgewezen, dient de zeer bijzondere situatie te worden beklemtoond van de « La Cambre »-school, die voor bijna 30 pct. buitenlandse studenten telt, welke worden aangetrokken door de internationale faam en de bekendheid van de school, met name vanwege haar onderwijsmethodes. De toegang van die buitenlandse studenten tot het onderwijs zal worden belemmerd door de verplichting om een aanvullend inschrijvingsrecht te betalen. Bovendien zal de situatie van de buitenlandse studenten die reeds in de verschillende jaren van de twee studiecycli zijn ingeschreven radicaal veranderen, vermits zij niet meer subsidiëerbaar zullen zijn en bijgevolg dreigen afgewezen te worden, zelfs wanneer zij reeds één of meer studiejaar zouden hebben gevolgd. Die situatie schendt klaarblijkelijk hun recht op onderwijs en op de continuïteit van een specifiek onderwijs zoals zij dat tot op heden hebben gevolgd.

Wat betreft de afschaffing van elk examen over kunst met het oog op de toelating tot de instelling, zal de onmiddellijke toepassing van die bepaling de organisatie en de goede werking van de volgende eerste kandidatuur ingrijpend wijzigen. Zij zal dus afbreuk doen aan de kwaliteit van het onderwijs zoals dat thans wordt verstrekt.

« Die situatie heeft tot gevolg dat de leerlingen de pedagogische begeleiding wordt ontzegd (een leerkracht kan zijn beroepservaring slechts aan een beperkt aantal studenten op rationele wijze doorgeven, zoals dat thans het geval is waarbij de lessen worden gegeven in ateliers die uit een twintigtal studenten bestaan), doordat het aantal studenten aanzienlijk toeneemt zonder dat het aantal leerkrachten stijgt. Het aantal leerlingen zal verdubbelen zodat het specifieke onderwijs van ' La Cambre ' eenvoudigweg zal verdwijnen. »

Ten slotte, wat het materiaal betreft, zijn de middelen waarover de school beschikt slechts aan een welbepaalde schoolbevolking aangepast, bijvoorbeeld in termen van lokalen of personeel. Het specifieke karakter van de school zal zodoende worden miskend. De aldus veroorzaakte verwoering bij de aanvang van het volgende academiejaar zal vervolgens een weerslag hebben op de volgende jaren, zodat alle studenten van de twee studiecycli door de bestreden maatregelen zullen worden geraakt en hun de specifieke onderwijskwaliteit van de school zal worden ontzegd.

Memorie van tussenkomst

A.4. C. Molers en anderen, die allen lid zijn van het lerarenkorps van de « Ecole nationale supérieure des arts visuels ' La Cambre ' » hebben een memorie van tussenkomst ingediend, waarin zij vragen dat zij zouden worden toegelaten tot de zaak in de hoedanigheid van tussenkomende partij en dat de uitvoering van de bestreden bepalingen zou worden geschorst alsmede dat die bepalingen zouden worden vernietigd.

Zij verantwoorden hun belang om in rechte te treden aan de hand van de weerslag die de bestreden bepalingen zeker zouden hebben op het leerplan, op de inhoud van de cursussen en op de onderwijsmethode van de instelling.

A.5. Hun argumentatie wat betreft de middelen en de ernst ervan is ruimschoots identiek met die van de verzoekers. In verband met het tweede middel leggen zij hooguit de nadruk op de vrijheid van onderwijs, die de verzoekers afleiden uit de grondwetsbepalingen, en die is opgevat als de vrijheid om een bijzondere onderwijsmethode toe te passen die aan de voorwaarde is onderworpen dat het totaal aantal leerlingen een bepaald plafond niet overschrijdt. Zij hebben bijgevolg vragen bij de door de bestreden bepaling nagestreefde doelstelling, bij het wettige karakter ervan alsmede bij de evenredigheid van de daartoe aangewende middelen, in het bijzonder ten aanzien van de belangrijkheid van de door de verzoekende partijen nagestreefde doelstellingen en onderwijsmethodes.

A.6. Wat betreft het risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel, doen zij, in verband met het feit dat voor de financiering de buitenlandse studenten boven het door de wet voorgeschreven plafond niet in aanmerking worden genomen, gelden dat de continuïteit van het onderwijs en de goede werking van de school daardoor onvermijdelijk zullen worden geraakt, vermits in elk studiejaar het aantal studenten dat tot op heden regelmatig was ingeschreven van vandaag op morgen met een aanzienlijk en onbepaald aantal dreigt te verminderen.

In verband met de afschaffing van de mogelijkheid om een toelatingsexamen te organiseren, voeren zij het feit aan dat de bestreden bepaling de afschaffing zal teweegbrengen van elke vorm van « gepersonaliseerd » onderwijs, dat gebaseerd is op individuele discussies met de leerkrachten en de praktijkateliers zal omvormen tot lessen *ex cathedra*, die strijdig zijn met de hele filosofie en onderwijsmethode van de school.

Bovendien voeren zij een grotendeels gelijksoortig nadeel aan als de verzoekende partijen.

Standpunt van de Franse Gemeenschapsregering

Ten aanzien van artikel 7 van het decreet van 5 augustus 1995 in zoverre het, wat betreft de financiering van de instellingen voor hoger kunstonderwijs, een discriminerend verschil in behandeling zou invoeren tussen de Belgische studenten en de buitenlandse studenten die hoofdzakelijk onderdaan zijn van de andere Lid-Staten van de Europese Unie

A.7.1. De verzoekers hebben geen belang om in rechte te treden omdat de norm betrekking heeft op de financiering van de instellingen voor hoger kunstonderwijs. Studenten worden dus niet rechtstreeks door een dergelijke bepaling geraakt.

In ondergeschikte orde moeten de verzoekers, om te doen blijken van hun belang om in rechte te treden, nog aantonen dat zij de nationaliteit van een andere Lid-Staat van de Europese Unie dan België bezitten en dat zij niet tot een van de in artikel 7, 2°, a) tot j), bedoelde categorieën van studenten behoren.

A.7.2. Het aangevoerde nadeel is niet van dien aard dat het de schorsing van de norm mogelijk zou maken. Het gaat om een nadeel van financiële aard. Het gaat niet om een nadeel dat uit concrete feiten voortvloeit, vermits de aangevochten bepaling geen enkel concreet gevolg zal hebben vóór het volgende academiejaar, dat pas over zes maanden aanvangt. Bovendien gaat het om een nadeel dat nog niet kan worden vastgesteld, vermits de toepassingsmodaliteiten van de te betalen « aanvullende rechten » nog niet zijn bepaald. Op basis van verscheidene elementen kan worden gedacht dat de studenten die onderdaan zijn van de Lid-Staten van de Europese Unie van de betaling van dat specifieke inschrijvingsrecht zullen worden vrijgesteld. Vermits artikel 10, § 2, 2°, van het decreet van 5 augustus 1995 een directeur van een instelling bovendien niet toestaat de inschrijving te weigeren van een student die onderdaan is van een Lid-Staat van de Europese Unie, zal het in elk geval onmogelijk zijn vanwege die studenten de betaling van een aanvullend inschrijvingsrecht te eisen.

Het Hof moet ten slotte de nadelen tegen elkaar afwegen. In geval van schorsing van de norm, is, voor de instellingen voor hoger kunstonderwijs die een bepaald bedrag ter financiering zouden kunnen ontvangen dat ze later zouden moeten terugbetalen mocht de norm niet worden vernietigd, het veroorzaakte moeilijk te herstellen ernstig nadeel groter dan het door de verzoekers aangevoerde nadeel.

A.7.3. Het eerste middel is in zijn eerste onderdeel niet ernstig.

De artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 5 en 6 van het E.G.-Verdrag, zijn niet geschonden, omdat de bestreden bepaling vreemd is aan het toepassingsdomein van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap. Inzake onderwijs vormt enkel de toegang tot de beroepsopleiding een toepassingsdomein van het Verdrag. Ter staving van die stelling wordt de rechtspraak van het Europees Hof van Justitie aangevoerd. Dat Hof heeft steeds geoordeeld dat het communautaire beginsel van niet-discriminatie, in de toepassing ervan inzake onderwijs, beperkt was tot de toegang van de Europese studenten tot de beroepsopleiding. Het heeft daarentegen de toegang van de onderwijsinstellingen tot enige financiering steeds op die basis verworpen. Daaruit volgt dat de aangevoerde discriminatie niet bestaat. De studenten die onderdaan zijn van een andere Lid-Staat van de Europese Unie dan België hebben onder exact dezelfde voorwaarden toegang tot het hoger onderwijs als de Belgische studenten. Voor de instellingen van hoger onderwijs gaat het om een algehele financiering. De Belgische studenten vormen slechts een formeel financieringscriterium dat door de wetgever in aanmerking wordt genomen. Het onderwijs is ook geheel. Rekening houdend met de begroting en de in elke onderwijsinstelling gedefinieerde prioriteiten zal het aan alle studenten ten goede komen.

Doordat de bestreden bepaling het hoofd van een instelling niet toestaat de toegang tot het hoger kunstonderwijs te weigeren aan de studenten die onderdaan zijn van een andere Lid-Staat van de Europese Unie dan België en doordat ze die toegang niet afhankelijk maakt van de betaling van een aanvullend inschrijvingsgeld, vormt zij geen discriminatie in de zin van het gemeenschapsrecht.

Er is evenmin schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang gelezen met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag. Dat artikel 2 beoogt immers het recht op onderwijs terwijl de bestreden norm uitsluitend betrekking heeft op de financiering.

Er is evenmin schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang gelezen met de E.E.G.-verordening nr. 1612/68, waarvan artikel 12 het recht op toegang tot het onderwijs in België opent voor de kinderen van een Europese onderdaan die op het Belgische grondgebied is gevestigd. Naast het feit dat een dergelijk recht bij artikel 7, 2°, c), van de bestreden bepaling wordt gegarandeerd, dient nog te worden opgemerkt dat die bepaling enkel de financiering van de onderwijsinstellingen beoogt maar niet het recht op toegang tot het onderwijs.

De verzoekers moeten evenmin worden gevolgd in hun kritiek op de gedifferentieerde financieringscriteria ten voordele van bepaalde categorieën van vreemdelingen. Die criteria zijn klaarblijkelijk objectief en redelijkerwijze verantwoord doordat rekening is gehouden met bijzondere permanente en organieke of doelgerichte en specifieke banden, doordat rekening is gehouden met de daadwerkelijke bijdrage tot het in de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijssysteem via de effectieve betaling van belastingen in België en doordat rekening is gehouden met menselijke criteria.

Ten aanzien van het nieuwe artikel 10, § 2, 2° en 3°, van het decreet van 5 augustus 1995, in zoverre het, wat betreft de toegang tot het hoger kunstonderwijs, een discriminerend verschil in behandeling zou invoeren tussen de Belgische studenten en de buitenlandse studenten

A.8.1. De verzoekers moeten, om te doen blijken van hun belang om in rechte te treden, nog aantonen dat zij niet de nationaliteit van een andere Lid-Staat van de Europese Unie dan België bezitten en dat zij niet tot een van de in artikel 7, 2°, a) tot j), bedoelde categorieën van studenten behoren.

A.8.2. Het ernstig nadeel dat voor de schorsing van de norm is vereist, is niet bewezen. De bestreden bepaling zal geen enkel concreet gevolg hebben vóór de aanvang van het volgende academiejaar. Bovendien zijn alle verzoekers reeds « in het circuit » en is het weinig waarschijnlijk dat het hoofd van hun instelling bij de aanvang van het volgende academiejaar gebruik maakt van de mogelijkheid om hun inschrijving te weigeren.

A.8.3. Vermits dat tweede onderdeel van het eerste middel enkel van toepassing is op de studenten die onderdaan zijn van een Staat die geen lid is van de Europese Unie, zijn de enige bepalingen waarop het kan worden gebaseerd artikel 24 van de Grondwet in samenhang gelezen met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag. Dat artikel 2 garandeert niet een recht op toegang tot het onderwijs aan alle studenten die onder de bevoegdheid vallen van de Staten die het Verdrag en het Aanvullend Protocol hebben ondertekend. Die bepaling, die een reglementering van het recht op onderwijs op basis van de behoeften en de mogelijkheden van de Gemeenschap en het individu niet in de weg staat, zou enkel door een louter willekeurig onderscheid kunnen worden geschonden. Doordat de bestreden bepaling in bepaalde omstandigheden het hoofd van een instelling toestaat « door een uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing » de inschrijving te weigeren van een student die geen onderdaan is van een Lid-Staat van de Europese Unie en die niet onder een van de in artikel 7, 2°, b) tot j), bedoelde specifieke categorieën valt, reglementeert zij het recht op onderwijs op basis van dwingende vereisten van pedagogische en financiële aard aan de hand waarvan rekening kan worden gehouden met de behoeften en mogelijkheden van de Gemeenschap.

Ten aanzien van het nieuwe artikel 10 van het decreet van 5 augustus 1995, in zoverre het de instellingen voor hoger kunstonderwijs niet langer zou toestaan de inschrijving te weigeren van een student die niet is geslaagd voor een « georganiseerd examen over kunst »

A.9.1. De verzoekers doen geenszins blijken van een rechtstreeks belang bij de schorsing van die bepaling, vermits zij allen hun studie aan de « La Cambre »-school hebben aangevat en het aangevoerde gevolg van de toepassing van de bestreden norm slechts betrekking zou hebben op de organisatie van het enkele eerste studiejaar.

A.9.2. Het aangevoerde nadeel betreft allereerst de eerste kandidatuur en heeft dus geen betrekking op de verzoekers die de genoemde kandidatuur reeds zullen hebben beëindigd.

De bestreden bepaling zal geen enkel concreet gevolg hebben vóór de aanvang van het volgende academiejaar.

Het door de verzoekers aangevoerde nadeel lijkt sterk overtrokken en kan nog niet worden vastgesteld. De gevolgen van de onmiddellijke toepassing van de norm zijn grovelijk overdreven.

De verzoekers houden evenmin rekening met een aantal elementen waardoor de draagwijdte van de gevolgen van de mogelijke ontstentenis van een toelatingsexamen zou kunnen worden beperkt, zoals bijvoorbeeld de mogelijkheid die aan de directeur van een instelling wordt gelaten om de inschrijving van bepaalde studenten te weigeren.

Daaraan dient nog te worden toegevoegd dat, bij gebrek aan kennis van de specifieke maatregelen in verband met de uitgaven voor materiaal en personeel voor het volgende academiejaar en zonder dat de precieze bedragen reeds konden worden vastgesteld voor de financiering van de verschillende instellingen voor hoger kunstonderwijs voor het volgende academiejaar, elke voorafspiegeling zoals die welke door de verzoekers is gemaakt, vergeefs en aleatorisch blijft.

A.9.3. Het middel is bovendien niet ernstig.

De Franse Gemeenschapsregering betoogt dat een instelling zich zou kunnen beroepen « op haar specificiteit en op haar dwingende pedagogische vereisten om de mogelijkheid aan te vragen een voorafgaande selectieproef te organiseren ». Nu zou, door de instellingen voor hoger kunstonderwijs expliciet in een verschillende situatie te plaatsen, het bestreden decreet een andere vorm van discriminatie hebben teweeggebracht. Bovendien staat de instellingen niets in de weg om de vereiste voorwaarden voor het slagen in de eerste kandidatuur te verstrengen.

In ondergeschikte orde lijken noch de bewoordingen van het decreet, noch de inhoud van de parlementaire voorbereiding expliciet iedere mogelijkheid uit te sluiten dat een aan de inschrijving voorafgaande selectieproef wordt georganiseerd. Aan de hand van een verzoenende lezing van de betrokken bepalingen lijkt te kunnen worden bevestigd dat de bepalingen van artikel 11 van het koninklijk besluit van 4 april 1980 en van artikel 5 van het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 niet impliciet zijn opgeheven bij het nieuwe artikel 10 van het decreet van 5 augustus 1995.

In elk geval vindt de aangevoerde discriminatie haar oorsprong niet in de inhoud van artikel 10 maar in de ontstentenis van een specifieke reglementering in verband met de mogelijkheid om een selectieproef te organiseren. Een vernietiging van de bepaling zou niets aan het probleem veranderen en zou andere discriminaties teweegbrengen door de andere motieven voor de weigering van inschrijving te schrappen.

- B -

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep tot vernietiging

B.1.1. De Franse Gemeenschapsregering voert aan dat de verzoekende partijen niet doen blijken van het vereiste belang bij de vernietiging en de schorsing van de bestreden bepalingen.

B.1.2. Aangezien de vordering tot schorsing ondergeschikt is aan het beroep tot vernietiging, moet de ontvankelijkheid ervan, en in het bijzonder het bestaan van het vereiste belang, reeds in het kader van het onderzoek van de vordering tot schorsing worden behandeld.

B.1.3. De verzoekende partijen zijn Belgische en buitenlandse studenten van de « Ecole nationale supérieure des arts visuels ' La Cambre ' ».

Het nieuwe artikel 7 van het decreet van 5 augustus 1995 laat onder de regelmatig ingeschreven studenten die in aanmerking komen voor de financiering, de buitenlandse studenten, anderen dan die welke zijn vermeld in de punten a) tot j), slechts toe ten belope van maximum 2 pct. van het aantal Belgische studenten en op voorwaarde dat zij een aanvullend inschrijvingsrecht betalen.

Het nieuwe artikel 10, § 2, van het decreet van 5 augustus 1995 staat niet toe dat de inschrijving van een student wordt geweigerd om reden dat hij niet is geslaagd voor het aan de inschrijving in het eerste jaar voorafgaand toelatingsexamen.

Die bepalingen kunnen sommigen van de verzoekende studenten rechtstreeks en ongunstig raken, doordat die studenten enkel kunnen worden toegelaten mits betaling van een aanvullend inschrijvingsrecht. Alle studenten kunnen door die bepalingen rechtstreeks en ongunstig worden geraakt, in zoverre zij afbreuk zouden doen aan de specifieke kwaliteit van het artistiek onderwijs in de instelling « La Cambre », aan de reputatie van de instelling en bijgevolg aan de waarde van het diploma dat de verzoekende partijen er wensen te behalen.

Wat de ontvankelijkheid van de tussenkomst betreft

B.2. Aan de hand van het beperkte onderzoek van de ontvankelijkheid waartoe het Hof is kunnen overgaan in verband met de vordering tot tussenkomst, kan ervan worden uitgegaan dat die vordering ontvankelijk is in het kader van de vordering tot schorsing.

Wat de vordering tot schorsing betreft

B.3. Naar luid van artikel 20, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof dient aan twee grondvoorwaarden te zijn voldaan opdat tot schorsing kan worden besloten :

- de middelen die worden aangevoerd moeten ernstig zijn;
- de onmiddellijke uitvoering van de bestreden maatregel moet een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kunnen berokkenen.

Ten aanzien van het door de tussenkomende partijen aangevoerde nadeel

B.4. De tussenkomende partijen trachten aan te tonen dat ook zij door de onmiddellijke toepassing van de bestreden bepalingen een moeilijk te herstellen ernstig nadeel lijden. Het risico van een persoonlijk nadeel van tussenkomende partijen is vreemd aan de voorwaarden tot schorsing. Hun beweringen moeten dus enkel worden onderzocht in zoverre zij het bewijs van het door de verzoekende partijen geleden nadeel staven.

Wat het ernstige karakter van de aangevoerde middelen betreft

Ten aanzien van het aanvullend inschrijvingsrecht (nieuw artikel 7 van het decreet van 5 augustus 1995)

B.5. Het nieuwe artikel 7 van het decreet van 5 augustus 1995 voorziet in punt 2°, k), in de inning van een aanvullend inschrijvingsrecht voor de buitenlandse studenten die niet in punt 2°, a) tot j) ervan zijn vermeld.

B.6. In het eerste onderdeel van het eerste middel wordt de schending aangevoerd van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 5 en 7 van het Verdrag van Rome tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap.

B.7.1. De bestreden bepaling maakt, wat het vereiste van een aanvullend inschrijvingsrecht betreft, een onderscheid dat steunt op de nationaliteit van de betrokken studenten.

Het beroep op een criterium dat gebaseerd is op de nationaliteit in een domein dat verband houdt met de rechten en vrijheden, verdient de bijzondere aandacht van de grondwettelijke rechter.

Voor dat onderscheid wordt in de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepalingen geen verantwoording gegeven.

B.7.2. Dat onderscheid lijkt op zijn minst niet te kunnen worden verantwoord in zoverre het gaat om studenten die onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese Unie : artikel 7 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, dat artikel 6 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap is geworden, verbiedt binnen de werkingssfeer van dat Verdrag elk onderscheid op grond van de nationaliteit.

Onverminderd de artikelen 126 en 127 van dat Verdrag, zoals zij zijn gewijzigd bij het Verdrag van Maastricht van 7 februari 1992, dient te worden opgemerkt dat volgens het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen de toegangsvoorwaarden tot de beroepsopleiding onder de werkingssfeer van het Verdrag vallen en « het heffen van een vergoeding, inschrijvingsgeld of schoolgeld van studenten die onderdaan zijn van een andere Lid-Staat, als voorwaarde voor toelating tot het beroepsonderwijs, terwijl een dergelijke last niet wordt opgelegd aan eigen onderdanen, [...] een door artikel 7 EEG-Verdrag verboden discriminatie op grond van de nationaliteit » vormt (arrest Gravier van 13 februari 1985, *Jur.*, p. 615).

Het vereiste van een aanvullend inschrijvingsrecht in een onderwijsinstelling als « La Cambre » vormt een toelatingsvoorwaarde tot het volgen van een opleiding tot een artistiek beroep en valt hoe dan ook binnen de werkingssfeer van het voormelde Verdrag.

De artikelen 10 en 11 van de Grondwet hebben een algemene draagwijdte. Zij verbieden elke discriminatie, ongeacht de oorsprong ervan : de grondwettelijke regels van de gelijkheid en van de niet-discriminatie zijn toepasselijk ten aanzien van alle rechten en alle vrijheden, met inbegrip van die welke voortvloeien uit internationale verdragen die België binden, die door een instemmingsakte in de interne rechtsorde toepasselijk zijn gemaakt en die directe werking hebben.

Het onderscheid tussen de Belgische studenten en de studenten die onderdaan zijn van een andere Lid-Staat van de Europese Unie lijkt bijgevolg niet bestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.7.3. Uit wat voorafgaat blijkt dat het middel ernstig is in de zin van artikel 20, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Ten aanzien van de weigering van inschrijving (nieuw artikel 10 van het decreet van 5 augustus 1995)

B.8. In hun eerste middel, tweede onderdeel, oordelen de verzoekers dat het nieuwe artikel 10, § 2, 2°, van het voormelde decreet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt, doordat het toestaat de in artikel 7, 2°, k), van het decreet bedoelde buitenlandse studenten te weigeren.

Het voormelde artikel 10 staat de directie van de school toe een buitenlandse student die geen onderdaan is van een Lid-Staat van de Europese Unie te weigeren, ofwel omdat het aantal buitenlandse studenten de in het voormelde artikel 7, 2°, k), vastgestelde drempel van 2 pct. overschrijdt, ofwel omdat die student geen aanvullend inschrijvingsrecht heeft betaald.

Met betrekking tot die tweede voorwaarde heeft het Hof reeds gepreciseerd dat het middel een ernstig karakter vertoont (B.7).

Met betrekking tot de drempel van 2 pct., stelt het Hof vast dat het decreet aldus tussen de Belgische studenten en de buitenlandse studenten een verschil in behandeling maakt dat, om in overeenstemming te zijn met de regels van gelijkheid en niet-discriminatie in samenhang gelezen met het recht op onderwijs, objectief en redelijkerwijze moet kunnen worden verantwoord. Uit de tekst zelf van het decreet blijkt dat de studenten die onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese Unie eveneens in aanmerking worden genomen bij de berekening van die 2 pct. Overigens vindt men in de parlementaire voorbereiding van de aangevochten bepaling geen verantwoording voor het bekritiseerde verschil in behandeling. In dit stadium van de rechtspleging kan het middel als zijnde ernstig worden beschouwd.

Ten aanzien van het toelatingsexamen

B.9. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet, in zoverre artikel 27 van het aangevochten decreet - waarbij in het decreet van 5 augustus 1995 een artikel 10 wordt ingevoegd - bepaalt dat de student vrij de instelling kiest waar hij zich wenst in te schrijven en dat de directie bij uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing zijn inschrijving enkel in een beperkt aantal gevallen kan weigeren, waaronder geenszins de verplichting vermeld is dat men geslaagd moet zijn voor een georganiseerd examen over kunst.

B.10. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Dezelfde regels verzetten er zich overigens tegen dat categorieën van personen, die zich ten aanzien van de aangevochten maatregel in wezenlijk verschillende situaties bevinden, op identieke wijze worden behandeld, zonder dat daarvoor een redelijke verantwoording bestaat.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.11. Luidens de bekritiseerde bepaling kan de inschrijving van een student enkel worden geweigerd in de drie daarin vermelde gevallen. Daaruit dient te worden afgeleid dat de directie de inschrijving van een student niet zou kunnen weigeren om reden dat hij niet voor een toelatingsexamen is geslaagd.

Die bepaling zou dus in die zin moeten worden geïnterpreteerd dat zij impliciet afwijkt van de koninklijke besluiten die de toelating tot een instelling zoals de « La Cambre »-school afhankelijk maakten van het slagen voor een « examen over kunst » (artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voorwaarden tot rangschikking van de studiën in de plastische kunsten met volledig leerplan in de drie graden van het hoger kunstonderwijs; artikel 11 van het koninklijk besluit van 4 april 1980 tot vaststelling van de nieuwe structuren en de organisatie in de « Ecole nationale supérieure des arts visuels de la Cambre »).

Het is die interpretatie die in hoofdorde door de Franse Gemeenschapsregering wordt verdedigd : zij betoogt dat een instelling zich zou kunnen beroepen « op haar specificiteit en op haar dwingende pedagogische vereisten om de mogelijkheid aan te vragen een voorafgaande selectieproef te organiseren » (A.9.3). Zij voegt eraan toe dat, als dat het geval was, het decreet een andere vorm van discriminatie in het leven zou hebben geroepen omdat het de instellingen voor hoger kunstonderwijs in een verschillende situatie zou hebben geplaatst ten opzichte van die van de andere instellingen voor hoger onderwijs.

B.12. Uit de stukken van het dossier blijkt dat de « La Cambre »-school een onderwijsinstelling is die een specifiek karakter vertoont doordat zij de artistieke schepping ontwikkelt bij wege van een pedagogische methode waarbij voorrang wordt gegeven aan de relatie meester-student in kleine groepen, hetgeen haar een internationale uitstraling verschaft.

De plotselinge toename van het aantal studenten als gevolg van de afschaffing van iedere kwalitatieve selectie voorafgaand aan de toelating lijkt niet verenigbaar te zijn met de specificiteit van de school en dreigt haar pedagogische methode in gevaar te brengen. Het blijkt niet dat de decreetgever die specificiteit heeft ontkend of een einde eraan heeft willen maken.

De categorie van instellingen waartoe de « La Cambre »-school behoort, lijkt niet in aanmerking te zijn genomen, in tegenstelling tot hetgeen met de voorheen bestaande organieke bepalingen het geval was.

Binnen het beperkte kader van het onderzoek waartoe het Hof bij de behandeling van een vordering tot schorsing vermag over te gaan, kan het middel als ernstig worden beschouwd.

Wat het moeilijk te herstellen nadeel betreft

B.13. De onmiddellijke uitvoering, vanaf het academiejaar 1998-1999, van de bekritiseerde bepalingen dreigt tot gevolg te hebben, enerzijds, talrijke buitenlandse studenten af te schrikken zich aan de « La Cambre »-school in te schrijven, en, anderzijds, te leiden tot een toevloed van studenten die niet het bewijs hebben geleverd van hun geschiktheid om aldaar de cursussen te volgen door te slagen voor een examen over kunst. De school zou aldus datgene verliezen wat de specifieke waarde van haar onderwijs en het wezen van haar bekendheid uitmaakt. Een dergelijk nadeel, dat alle studenten van de school zou treffen, kan worden beschouwd als zijnde ernstig en niet te herstellen door een eventuele vernietiging.

B.14. Aan de twee noodzakelijke voorwaarden is voldaan om tot de schorsing te besluiten.

Om die redenen,

het Hof

schorst

in het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs, zoals gewijzigd bij artikel 27 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 met betrekking tot diverse dringende maatregelen in verband met het onderwijs :

- in artikel 7, 2°, k), de bewoordingen « et à condition que le droit d'inscription complémentaire requis ait été perçu par l'établissement et versé par lui au ministère de la Communauté française » (« en op voorwaarde dat het vereiste aanvullend inschrijvingsrecht door de instelling ontvangen werd en overgemaakt naar het ministerie van de Franse Gemeenschap »);

- in artikel 10, § 2, 2°, de bewoordingen « par l'article 7, 2°, k), sauf s'il est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, ou » (« onder artikel 7, 2° k) behalve als hij een staatsburger is van een Lidstaat van de Europese Unie, of »);

- artikel 10, in zoverre het het niet meer mogelijk maakt de toelating tot een instelling voor hoger onderwijs in de plastische kunsten afhankelijk te maken van het slagen voor een examen over kunst.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 4 juni 1998.

De wnd. griffier,

R. Moerenhout.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 98 — 1437

[C — 98/21231]

Urteil Nr. 62/98 vom 4. Juni 1998

Geschäftsverzeichnissnr. 1305

In Sachen: Klage auf einstweilige Aufhebung von Artikel 27 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 zur Festlegung verschiedener Dringlichkeitsmaßnahmen bezüglich des Unterrichts, soweit er die Artikel 7 und 10 in das Dekret vom 5. August 1995 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen bezüglich des Hochschulwesens einfügt, erhoben von Maria Navarro Diego und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern P. Martens, J. Delruelle, E. Cereche, H. Coremans und A. Arts, unter Assistenz des Referenten R. Moerenhout als stellvertretender Kanzler, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 4. März 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 11. März 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf einstweilige Aufhebung von Artikel 27 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 zur Festlegung verschiedener Dringlichkeitsmaßnahmen bezüglich des Unterrichts (veröffentlicht im Belgischen Staatsblatt vom 5. November 1997), soweit er die Artikel 7 und 10 in das Dekret vom 5. August 1995 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen bezüglich des Hochschulwesens einfügt, erhoben von M. Navarro Diego, T. Mourinho, M. Ribeiro Dos Anjos, S. Saurer, E. Mavodones, A. Rajszyz, I. Gleditsch, D. Hilfiker, A. Mpange Enkobo, R. Kot, M. Taira, F. Ferdjioui, C. du Bois de Dunilac, Y. Xu, R. Cappacioli, J. Wintjes, C. Da Silva Correia, J. Snow, E. Gronbach, S. Walsh, M. Courdavault, C. Dubois, C. Gautron, C. Montagnon, H. Champagnac, O. Joessel, A. Madesclaire, A. Puvis de Chavannes, C. de Chillaz, V. Gameiro Lopez, M. Ruppe, J. Baudoin, E. Ferry, S. Witte, K. Deparnay, H. Gauthier, Y. Henry, D. Marle, B. Terdjan, C. Bitsch, J. Claessens, S. Dosda, D. Stampfli, C. Bordan, C. Dubnick Maren, M. Gallis Pereira Baraona, C. Marchand, A. Petit, B. Eugene, S. Panknin, G. Guegan, Y. Jolly, S. Santana Feid, M. Ganon, P. Guilbert Brice, S. Stento, M. Salazar Cerruto, S. Zahir, D. Silva Dominguez, E. Ona Selfa Jose und C. Guerreiro Felix, die in 1060 Brüssel, avenue de la Toison d'Or 68/9, Domizil erwählt haben.

Mit einer separaten Klageschrift vom selben Tag beantragen die klagenden Parteien ebenfalls die Nichtigkeitsklärung derselben Dekretsbestimmungen.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 11. März 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 25. März 1998 hat der Hof den Sitzungstermin auf den 22. April 1998 anberaumt, nachdem die Behörden, die in diesem Verfahren intervenieren werden, aufgefordert wurden, spätestens am 20. April 1998 ihre Bemerkungen in einem Schriftsatz, von dem sie eine Abschrift dem Rechtsanwalt der klagenden Parteien innerhalb derselben Frist zukommen lassen, zu äußern.

Diese Anordnung wurde den in Artikel 76 des organisierenden Gesetzes genannten Behörden sowie den klagenden Parteien und deren Rechtsanwalt mit am 26. März 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- C. Molers, P. Pairon, A. Prevot, E. Van Vyve, N. Goetghebeur, M. Joly, V. Furnelle, J. Guisset, T. Aughuet, V. Gevers, Y. Vernard, M. Reding, J.-E. Duvivier, P. Szonyi, R. Dyszko-Wokski, P. Lucas, G. Pirotte, T. Gilles, A. Radermecker, J.-C. Palisse, A. Jacobs, B. Villers, R. Ballau, M. Serck-Dewaide, G. Terfue, D. Staelens, F. A. D'Haeseleer, M. Van Bellinghen, B. Lorge, G. De Volder, B. Verschuere, F. Colpé, D. De Rudder, C. Warmoes, J. Cotton, L. Gerard, D. Driesmans, M. Romazzotti, E. Levy, P. Ledocte, E. Dekyndt, A. Wauters, J.-P. Bauduin, M. Beernaerts, C. Oluff, B. Junius, L. Bru, F. Collet, D. Van Den Bergh, N. Malevez, M. Pasternak, G. Bauclair, C. Katz, A. Born-Godfroid, E. Creyf, A. D'Hooghe, V. Cartuyvels, J. Van Brabant, J.-P. Van Tieghem, S. Bertot, I. Vranckx, C. Stassart, J.-C. Geluck, J. Paternotte, R. Henry, J.-C. De Behels, B. Thelen, J.-P. Point, F. Bausart, A. Thimmesch, S. Thiry, M. Jacques, J.-A. Glatigny, V. Baccarini, M. Decroly, E. Duliere, F. Derleyn, C. Carez en G. Vercheval, die in 1000 Brüssel, avenue Emile De Mot 19, Domizil erwählt haben, mit am 2. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

- der Regierung der Französischen Gemeinschaft, place Surlet de Chokier 15-17, 1000 Brüssel, mit am 20. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 22. April 1998

- erschienen

- RA V. De Wolf und RA P. Simonart, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

- RA J. Sohier, in Brüssel zugelassen, für die intervenierenden Parteien,

- RA M. Kaiser *loco* RA M. Nihoul, in Brüssel zugelassen, für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

- haben die referierenden Richter J. Delruelle und A. Arts Bericht erstattet,

- wurden die vorgeannten Rechtsanwälte angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Die angefochtenen Bestimmungen

«Art. 27. [Im Dekret vom 5. August 1995 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen bezüglich des Hochschulwesens] wird ein Kapitel II eingefügt mit dem Titel ' Bestimmungen über die Begriffe " ordnungsgemäß eingeschriebener Student " und " für die Finanzierung berücksichtigter Student " im Kunstunterricht an Hochschulen und im höheren Kunstunterricht ', das die Artikel 6 bis 15 umfaßt, die wie folgt lauten:

' Kapitel II. Bestimmungen über die Begriffe " ordnungsgemäß eingeschriebener Student " und " für die Finanzierung berücksichtigter Student " im Kunstunterricht an Hochschulen und im höheren Kunstunterricht.

[...]

Artikel

7. Unter den ordnungsgemäß eingeschriebenen Studenten werden für die Finanzierung berücksichtigt:

1° die Studenten mit belgischer Staatsangehörigkeit;

2° folgende ausländische Studenten:

a) mit luxemburgischer Staatsangehörigkeit;

b) deren Vater oder Mutter oder gesetzlicher Vormund die belgische Staatsangehörigkeit besitzt;

c) deren Vater oder Mutter oder Vormund ordnungsgemäß in Belgien ansässig ist;

d) deren Ehepartner in Belgien ansässig ist und dort eine Berufstätigkeit ausübt oder ein Ersatzeinkommen bezieht;

e) die in Belgien ansässig sind und dort die Vorteile erhalten haben, die mit dem Statut als Flüchtling oder als Asylbewerber, das durch die belgische Delegation des Hohen Kommissariats der Vereinten Nationen für Flüchtlinge verliehen wird, verbunden sind, sowie diejenigen, deren Vater oder Mutter oder gesetzlicher Vormund sich in der gleichen Situation befindet;

f) die durch öffentliche Sozialhilfzentren übernommen oder unterhalten werden, in einem Heim, das diesen gehört, oder in einem Heim, dem sie anvertraut wurden;

g) die in Belgien ansässig, dort eine tatsächliche und effektive Berufstätigkeit ausüben oder dort ein Ersatzeinkommen beziehen;

h) die Staatsangehörige eines Landes sind, das mit Belgien oder der Französischen Gemeinschaft ein spezifisches Abkommen geschlossen hat, dies im Rahmen und innerhalb der Grenzen des Abkommens;

i) die ein Stipendium zu Lasten der nationalen Haushaltsmittel für die Entwicklungszusammenarbeit erhalten haben;

j) die ein Stipendium der Französischen Gemeinschaft im Rahmen und innerhalb der Grenzen eines mit Belgien oder der Französischen Gemeinschaft geschlossenen Kulturabkommens erhalten haben;

k) andere als die unter a) bis j) Erwähnten. Diese Studenten können jedoch nur zu höchstens zwei Prozent der Anzahl der ordnungsgemäß am 1. Februar des vorangehenden Schuljahres oder akademischen Jahres in der betreffenden Unterrichtsanstalt eingeschriebenen belgischen Studenten berücksichtigt werden, und zwar unter der Bedingung, daß die erforderliche zusätzliche Einschreibungsgebühr durch die Unterrichtsanstalt eingenommen und durch sie an das Ministerium der Französischen Gemeinschaft überwiesen wurde.

[...]

Artikel 10. § 1. Der Student wählt nach freiem Ermessen die Unterrichtsanstalt, an der er sich einschreiben möchte. Jeder Student kann sich bis zum 15. November des laufenden akademischen Jahres oder Schuljahres an der Unterrichtsanstalt seiner Wahl einschreiben.

§ 2. Die Direktion der unter § 1 erwähnten Unterrichtsanstalt kann jedoch die Einschreibung eines Studenten durch eine ausdrücklich begründete Entscheidung verweigern,

1° wenn diesem Studenten in derselben Unterrichtsanstalt im Laufe des vorangehenden Schuljahres oder akademischen Jahres eine Disziplinarstrafe auferlegt worden ist, aufgrund deren er für den Rest des Schuljahres oder akademischen Jahres von der Unterrichtsanstalt ausgeschlossen wurde;

2° wenn Artikel 7 2° k) auf diesen Studenten Anwendung findet, außer wenn er Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union ist, oder wenn Artikel 9 des vorliegenden Dekrets auf ihn Anwendung findet;

3° wenn dieser Student seine Einschreibung für ein Lehrprogramm beantragt, das keine Finanzierung durch die Französische Gemeinschaft bewirkt.

§ 3. Die Mitteilung, durch die der Student über die Verweigerung seiner Einschreibung informiert wird, muß innerhalb von 15 Tagen ab dem Tag des Eingangs des Antrags des Studenten erfolgen.

§ 4. Der Student, dessen Einschreibung verweigert wird, muß hierüber per Einschreibebrief informiert werden. Diese Mitteilung enthält ebenfalls die Modalitäten für die Einreichung einer Beschwerde.

Wenn diese Verweigerung von einer Unterrichtsanstalt ausgeht, deren Träger die Französische Gemeinschaft ist, kann der Student innerhalb von zehn Tagen per Einschreibebrief Berufung gegen diese Entscheidung bei der Regierung einlegen, die die Verweigerung innerhalb von 30 Tagen für ungültig erklären kann.

Wenn diese Verweigerung von einer durch die Französische Gemeinschaft subventionierten Unterrichtsanstalt ausgeht, kann der Student innerhalb von zehn Tagen per Einschreibebrief Berufung gegen diese Entscheidung bei dem im letzten Absatz erwähnten Ausschuß einlegen, der die Verweigerung innerhalb von 30 Tagen für ungültig erklären kann.

Die von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Unterrichtsanstalten sehen in ihren Ordnungsbestimmungen die Schaffung und Organisation eines Ausschusses vor, der mit der Entgegennahme von Beschwerden in bezug auf die Verweigerung der Einschreibung von Studenten beauftragt ist. Dieser Ausschuß, der Garantien bezüglich der Unabhängigkeit aufweist, kann unter Wahrung der in den Ordnungsbestimmungen festgelegten Modalitäten die Verweigerung für ungültig erklären.

§ 5. Der Nachweis, daß der Student sich nicht in den unter § 2 2° angeführten Fällen befindet, wird durch jedes beweiskräftige Dokument erbracht oder in Ermangelung durch eine vom Studenten unterzeichnete Erklärung auf Ehrenwort.

Im Falle eines Betrugs verliert der Student unmittelbar die Eigenschaft als ordnungsgemäß eingeschriebener Student sowie die mit dem erfolgreichen Abschluß von Prüfungen verbundenen Rechtswirkungen.

§ 6. Ab dem akademischen Jahr 1998-1999 und außer im Falle einer Abweichung, die von der Regierung unter den von ihr festzulegenden Bedingungen eingeräumt wird, darf niemand für das Studium eingeschrieben werden, ohne den Nachweis für die ausreichenden Kenntnisse der französischen Sprache erbracht zu haben.

Dieser Nachweis kann folgendermaßen erbracht werden:

1° entweder durch das Bestehen einer Prüfung, die zu diesem Zweck durch eine oder mehrere Hochschulen organisiert wird, gemäß den Bestimmungen, die die Regierung festlegt;

2° oder durch den Besitz eines belgischen oder ausländischen Abschlußzeugnisses des Sekundarunterrichts oder eines Zyklus des Hochschulunterrichts in einer Lehranstalt, deren Unterrichtssprache das Französische ist;

3° oder durch den Besitz eines belgischen oder ausländischen Abschlußzeugnisses des Sekundarunterrichts oder eines Zyklus des Hochschulunterrichts in einer Lehranstalt, deren Unterrichtssprache teilweise das Französische ist, wenn die Regierung nach erfolgter Prüfung des im Rahmen dieses Unterrichts verfolgten Lehrplans den Besitz dieses Abschlußzeugnisses im Hinblick auf die Anwendung dieser Bestimmung mit dem Besitz des unter Ziffer 2° genannten Abschlußzeugnisses gleichstellt; die Regierung legt die Liste der gleichgestellten Abschlußzeugnisse fest.

Das Abschlußzeugnis des Sekundarunterrichts oder eines Zyklus des Hochschulunterrichts in einer Lehranstalt, die von der Deutschsprachigen Gemeinschaft abhängt und deren Unterrichtssprache teilweise das Französische ist, wird mit einem der unter Ziffer 2° genannten Abschlußzeugnisse gleichgestellt.

[...]

IV. *In rechtlicher Beziehung*

- A -

Klageschrift

In bezug auf das Interesse der klagenden Parteien

A.1. Die angefochtenen Bestimmungen hätten zur Folge, daß die Mehrzahl der ausländischen Studenten von der Finanzierung durch die Französische Gemeinschaft ausgeschlossen würden, und in jedem Fall, wenn ihre Anzahl zwei Prozent der Anzahl der ordnungsgemäß eingeschriebenen belgischen Studenten übersteige, und daß sowohl die Unterrichtsanstalt und ihre Organisation als auch die Studenten offensichtlich benachteiligt würden, insofern der durch Artikel 27 des angefochtenen Dekrets eingefügte Artikel 10 des Dekrets vom 5. August 1995 zur Folge habe, jede Möglichkeit zur Durchführung einer Zulassungsprüfung vor der Einschreibung zum ersten Jahr auszuschließen.

Die angefochtenen Bestimmungen drohten überdies, sich nachteilig auf den Lehrplan und die Pädagogik der «Ecole nationale supérieure des arts visuels de 'La Cambre'», einer Unterrichtsanstalt, die diesen Aspekt auf spezifische Weise betone, der zu ihrem Bekanntheitsgrad beitrage, auszuwirken.

Die Unmöglichkeit, eine Zulassungsprüfung durchzuführen, stehe auch dem Interesse der Studenten entgegen, da diese Prüfung es dem Bewerber ermögliche einzuschätzen, ob er fähig oder geeignet sei, an diesem Unterricht mit langer Studiendauer teilzunehmen. Das Interesse der Studenten an der Erhebung einer Nichtigkeitsklage sei also unanfechtbar.

In bezug auf die Ernsthaftigkeit der Klagegründe

A.2.1. Der erste Klagegrund ist aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 5 und 7 des Römischen Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 2 des Ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Konvention, Artikel 13 des Internationalen Paktes vom 19. Dezember 1966 über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte sowie Artikel 12 der Verordnung (EWG) Nr. 1612/68 des Rates über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Gemeinschaft abgeleitet.

A.2.2. In einem ersten Teil wird angeführt, daß Artikel 27 des angefochtenen Dekrets, insofern er einen Artikel 7 in das Dekret vom 5. August 1995 einfüge, einen Behandlungsunterschied für die Finanzierung der ordnungsgemäß eingeschriebenen Studenten einführe zwischen einerseits den Studenten mit belgischer Staatsangehörigkeit und andererseits den ausländischen Studenten, die vorbehaltlich der in Artikel 7 2° a) bis j) vorgesehenen Ausnahmen nur bis zu zwei Prozent der Anzahl der am 1. Februar des vorangehenden akademischen Jahres ordnungsgemäß an der betreffenden Unterrichtsanstalt eingeschriebenen belgischen Studenten berücksichtigt werden könnten, und dies unter der Bedingung, daß die Unterrichtsanstalt die erforderliche zusätzliche Einschreibungsgebühr erhalten und an das Ministerium der Französischen Gemeinschaft überwiesen habe.

Die in dem Klagegrund angeführten Bestimmungen des europäischen Rechtes untersagten jedoch an sich jegliche Diskriminierung auf der Grundlage der Staatsangehörigkeit; die Auferlegung einer Einschreibungsgebühr als Bedingung für den Zugang der Studenten, die Staatsbürger eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union seien, zu den Studien stelle, wenn den nationalen Studenten nicht die gleiche Gebühr auferlegt werde, eine Diskriminierung dar, die im Sinne von Artikel 7 des Römischen Vertrages, der jegliche Diskriminierung auf der Grundlage der Staatsangehörigkeit untersage, verboten sei; außerdem werde unter den ausländischen Studenten eine durch die im Klagegrund angeführten Bestimmungen verbotene Diskriminierung zwischen der in Artikel 7 2° a) bis j) vorgesehenen Kategorie von Studenten und derjenigen, die in Artikel 7 2° k) vorgesehen sei, eingeführt.

A.2.3. Der Klagegrund ficht im zweiten Teil den durch Artikel 27 des angefochtenen Dekrets eingeführten Behandlungsunterschied an, insofern dieser Artikel ins Dekret vom 5. August 1995 einen Artikel 10 über den Grundsatz der dem Studenten zuerkannten Freiheit der Einschreibung an einer Unterrichtsanstalt seiner Wahl und der Möglichkeit für die Unterrichtsanstalt, seine Einschreibung zu verweigern, einfüge; dieser Behandlungsunterschied bestehe zwischen den Studenten mit belgischer Staatsangehörigkeit einerseits und den in Artikel 7 2° k) vorgesehenen ausländischen Studenten oder denjenigen, deren Einschreibung keine Finanzierung durch die Französische Gemeinschaft bewirke, andererseits. Der freie Zugang zum Berufsunterricht sei jedoch in den im Klagegrund angeführten Bestimmungen verankert, das Recht auf Bildung müsse ohne Unterschied aufgrund der Staatsangehörigkeit beachtet werden, und die eingeführte Diskriminierung sei keineswegs vernünftig zu rechtfertigen. Es sei auch an die Rechtsprechung des Schiedshofes zu Artikel 191 der Verfassung zu erinnern. Der Gesetzgeber mißachte somit die freie Wahl der Unterrichtsanstalt, die ein wesentlicher Bestandteil des Rechtes auf Unterricht sei, eine Freiheit, die aufgrund eines bestimmten pädagogischen Projektes bestimmt werden könne.

A.2.4. Der zweite Klagegrund ist aus dem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung abgeleitet, insofern Artikel 27 des angefochtenen Dekrets, der in das Dekret vom 5. August 1995 einen Artikel 10 einfüge, besage, daß der Student frei die Unterrichtsanstalt wähle, an der er sich einzuschreiben wünsche, und daß die Schulleitung seine Einschreibung durch eine ausdrücklich begründete Entscheidung nur in bestimmten begrenzten Fällen verweigern könne, wobei keineswegs die Verpflichtung erwähnt sei, eine organisierte Kunstprüfung bestanden zu haben. Diesbezüglich mache die angefochtene Bestimmung keinerlei Unterschied zwischen den Unterrichtsanstalten. Die Regeln der Gleichheit und Nichtdiskriminierung würden es jedoch verbieten, Personen, die sich in unterschiedlichen Situationen befänden, auf gleiche Weise zu behandeln, außer im Falle einer objektiven und vernünftigen Rechtfertigung. Das angefochtene Dekret mißachte somit die Besonderheiten eines qualitativ hochstehenden Hochschulunterrichtes in Kunst, so wie er durch die Schule «La Cambre» erteilt werde; diese entwickle in erheblichem Maße die künstlerische Kreation, insbesondere durch eine angepaßte und aktive Pädagogik, die das Heranbilden der Persönlichkeit und den Sinn für Untersuchungen fördere. Der obenerwähnte Artikel 10 verhindere jedoch jede Möglichkeit, die vom Gründer der Anstalt angestrebten Ziele zu verwirklichen, und mache es unter anderem unmöglich, eine Pädagogik zu beachten, die zu ihrer Bekanntheit und ihrem Ruf beigetragen habe, dies wegen der unvermeidlichen Zunahme der Studentenzahl.

Da die Beziehung zwischen Lehrendem und Studenten vorrangig bleiben müsse, sei es unerlässlich, das Niveau der Begleitung und somit die zu diesem Zweck erforderliche Finanzierung anzupassen. Die Besonderheit des Kunstunterrichtes und insbesondere der spezifischen pädagogischen Methoden der Schule «La Cambre» seien objektive Unterschiede, die eine angepaßte Behandlung rechtfertigten.

A.2.5. Das Vorhandensein ernsthafter Klagegründe zur Unterstützung der Nichtigkeitsklage sei im vorliegenden Fall offensichtlich, da der ernsthafte Klagegrund erhebliche Zweifel an der Gültigkeit der angefochtenen Norm erwecke. Das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates wird zur Unterstützung dieser These angeführt.

In bezug auf das Risiko eines schwerlich wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils

A.3. Die unverzügliche Anwendung der angefochtenen Bestimmungen zum Beginn des nächsten akademischen Jahres berge für die Kläger die Gefahr eines schwerlich wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils in sich.

Zunächst sei in bezug auf das Ausklammern der ausländischen Studenten über einen Schwellenwert von höchstens zwei Prozent der Anzahl ordnungsgemäß eingeschriebener belgischer Studenten hinaus hervorzuheben, daß die Schule «La Cambre», die fast 30 Prozent ausländische Studenten umfasse, die durch den internationalen Ruf der Schule und ihre Bekanntheit, insbesondere wegen ihrer pädagogischen Methoden, angelockt würden, in einer ganz besonderen Lage sei. Der Zugang dieser ausländischen Studenten zum Unterricht werde beeinträchtigt durch die Verpflichtung, eine zusätzliche Einschreibungsgebühr zu zahlen. Außerdem werde sich die Lage jener ausländischen Studenten, die bereits in den verschiedenen Jahren der beiden Studienzyklen eingeschrieben seien, radikal verändern, da sie nicht mehr subventionierbar seien und folglich Gefahr liefen, ausgeschlossen zu werden, obschon sie bereits ein oder mehrere Studienjahre absolviert hätten. Diese Lage verletze eindeutig ihr Recht auf Unterricht und auf Kontinuität eines spezifischen Unterrichtes, so wie sie ihn bisher absolviert hätten.

Sodann werde die unverzügliche Anwendung dieser Bestimmung hinsichtlich der Abschaffung jeglicher Kunstprüfung für die Zulassung zur Unterrichtsanstalt die Organisation und den ordnungsgemäßen Ablauf der nächsten ersten Kandidatur durcheinanderbringen. Sie werde somit der Qualität des derzeit erteilten Unterrichtes schaden.

«Diese Situation hat zur Folge, daß die Schüler keine pädagogische Begleitung mehr erhalten (die Vermittlung der Berufserfahrung des Lehrenden kann nur rationell geschehen bei einer begrenzten Anzahl von Studenten, so wie es derzeit der Fall ist mit Unterricht, der in Ateliers mit etwa 20 Studenten erteilt wird), weil die Zahl der Studenten erheblich ansteigt, während die Zahl der Lehrkräfte nicht zunimmt. Die Zahl der Schüler wird sich verdoppeln, so daß der spezifische Unterricht von 'La Cambre' ganz einfach verschwinden wird.»

Schließlich verfüge die Schule in bezug auf das Lehrmaterial nur über Mittel, die einer bestimmten Schulbevölkerung angepaßt seien, beispielsweise in bezug auf die Räumlichkeiten oder das Personal. Die Spezifität der Schule werde auf diese Weise außer acht gelassen. Das somit beim Beginn des nächsten akademischen Jahres entstehende Durcheinander werde sich anschließend auf die weiteren Jahre ausbreiten, so daß sämtliche Studenten der beiden Studienzyklen durch die angefochtenen Maßnahmen betroffen würden und ihnen die spezifische pädagogische Qualität der Schule entnommen werde.

Interventionsschriftsatz

A.4. C. Molers und andere, allesamt Mitglieder des Lehrkörpers der «Ecole nationale supérieure des arts visuels 'La Cambre'» haben einen Interventionsschriftsatz eingereicht, in dem sie beantragen, als intervenierende Partei zum Verfahren zugelassen zu werden und die Ausführung der angefochtenen Bestimmungen einstweilig aufzuheben sowie sie für nichtig zu erklären.

Ihr Interesse, vor Gericht aufzutreten, rechtfertigen sie mit den sicheren Auswirkungen der angefochtenen Bestimmungen auf das Lehrprogramm, auf dessen Inhalt und auf die Pädagogik der Unterrichtsanstalt.

A.5. Ihre Argumentation in bezug auf die Klagegründe und deren Ernsthaftigkeit deckt sich weitgehend mit derjenigen der Kläger. Sie unterstreichen lediglich in bezug auf den zweiten Klagegrund, daß die Unterrichtsfreiheit, die die Kläger aus den Verfassungsbestimmungen ableiteten, die Freiheit darstelle, eine besondere pädagogische Methode anzuwenden, die von dem Umstand abhängt, daß die Gesamtzahl der Studenten eine Obergrenze nicht übersteige. Sie stellten daher die Zielsetzung der angefochtenen Bestimmungen, ihre Legitimität sowie die Verhältnismäßigkeit der angewandten Mittel im Vergleich zu dieser Zielsetzung in Frage, insbesondere angesichts der Bedeutung der von den klagenden Parteien angestrebten Ziele und pädagogischen Methoden.

A.6. In bezug auf die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils machen sie hinsichtlich des Umstandes, daß die ausländischen Studenten über die gesetzlich festgelegte Grenze hinaus nicht für die Finanzierung berücksichtigt würden, geltend, daß die Kontinuität des Unterrichtes und das gute Funktionieren der Schule unweigerlich dadurch beeinträchtigt würden, da aus jedem Studienjahr von einem Tag auf den anderen eine bedeutende und nicht bestimmbare Zahl von Studenten, die bisher ordnungsgemäß eingeschrieben seien, ausgeschlossen würden.

In bezug auf die Abschaffung der Möglichkeit, eine Zulassungsprüfung durchzuführen, führen sie den Umstand an, daß die angefochtene Bestimmung die Abschaffung jeglichen «persönlich gestalteten» Unterrichtes zur Folge haben werde, der auf der Grundlage von persönlichen Gesprächen mit den Lehrkräften funktioniere, so daß die praktischen Ateliers in Unterricht *ex cathedra* umgewandelt würden, was im Gegensatz zur gesamten Philosophie und Pädagogik der Schule stehe.

Im übrigen gleicht der von ihnen angeführte Nachteil weitgehend demjenigen, den die klagenden Parteien anführen.

Standpunkt der Regierung der Französischen Gemeinschaft

In bezug auf Artikel 7 des Dekrets vom 5. August 1995, insofern er einen diskriminierenden Behandlungsunterschied in der Finanzierung der Kunsthochschulen zwischen den belgischen Studenten und den hauptsächlich aus anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union stammenden ausländischen Studenten herbeiführen soll

A.7.1. Die Kläger hätten kein Interesse an der Klageerhebung, da die Norm die Finanzierung der Kunsthochschulen betreffe. Die Studenten seien also nicht unmittelbar von einer solchen Bestimmung betroffen.

Hilfsweise müßten die Kläger zum Nachweis ihres Interesses an der Klageerhebung beweisen, daß sie die Staatsbürgerschaft eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union als Belgien besäßen und daß sie nicht zu einer der in Artikel 7 2° a) bis j) vorgesehenen Kategorien von Studenten gehörten.

A.7.2. Der angeführte Nachteil sei nicht geeignet, um die einstweilige Aufhebung der Norm zu ermöglichen. Es handele sich um einen Nachteil finanzieller Art. Es sei kein Nachteil, der sich aus konkreten Fakten ergebe, da die angefochtene Bestimmung keinerlei konkrete Wirkung vor dem Beginn des nächsten akademischen Jahres, der erst in sechs Monaten eintrete, haben werde. Es handele sich im übrigen um einen Nachteil, der noch nicht zu bestimmen sei, da die Anwendungsmodalitäten der zu entrichtenden «zusätzlichen Gebühren» noch nicht festgelegt worden seien. Mehrere Elemente erlaubten die Annahme, daß die aus den Mitgliedstaaten der Europäischen Union stammenden Studenten von der Zahlung dieser spezifischen Einschreibungsgebühr befreit werden würden. Da Artikel 10 § 2 2° des Dekrets vom 5. August 1995 es einem Schulleiter nicht gestatte, einem Studenten mit der Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaates der Europäischen Union die Einschreibung zu verweigern, sei es außerdem in jedem Fall unmöglich, von diesen Studenten die Zahlung einer zusätzlichen Einschreibungsgebühr zu verlangen.

Der Hof müsse schließlich die Nachteile gegeneinander abwägen. Im Falle der einstweiligen Aufhebung der Norm sei jedoch der schwer wiedergutzumachende ernsthafte Nachteil für die Kunsthochschulen, die einen Finanzierungsbetrag erhalten könnten, den sie später zurückzahlen müßten, wenn die Norm nicht für nichtig erklärt würde, größer als der von den Klägern angeführte Nachteil.

A.7.3. Der erste Klagegrund sei in seinem ersten Teil nicht ernsthaft.

Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 5 und 6 des EG-Vertrages werde nicht verstoßen, weil die angefochtene Bestimmung nicht mit dem Anwendungsbereich der Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft zusammenhänge. Im Unterrichtsbereich bilde lediglich der Zugang zur Berufsausbildung ein Anwendungsgebiet des Vertrags. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes sei zur Unterstützung dieser These anzuführen. Dieser Hof habe den Gemeinschaftsgrundsatz der Nichtdiskriminierung stets so ausgelegt, daß er in der Anwendung auf den Unterricht begrenzt sei auf den Zugang der europäischen Studenten zur Berufsausbildung. Er habe umgekehrt stets auf dieser Grundlage den Zugang der Unterrichtsanstalten zu gleich welcher Finanzierung zurückgewiesen. Hieraus ergebe sich, daß die angeführte Diskriminierung nicht bestehe. Die Studenten, die Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union als Belgien seien, hätten Zugang zum Hochschulunterricht unter den gleichen Bedingungen wie die eigenen Staatsangehörigen. Die Finanzierung ihrerseits sei auf Seiten der Hochschulen global. Die belgischen Studenten bildeten lediglich ein Formkriterium für die Finanzierung, das der Gesetzgeber festgehalten habe. Auch der Unterricht sei global. Er komme unter Berücksichtigung des Haushaltes und der innerhalb einer jeden Unterrichtsanstalt festgelegten Prioritäten allen Studenten zugute.

Indem die angefochtene Bestimmung es den Schulleitern nicht erlaube, den Studenten mit einer Staatsangehörigkeit eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union als Belgien den Zugang zum Hochschulunterricht in Kunst zu verweigern, und indem sie diesen Zugang nicht von der Zahlung einer zusätzlichen Einschreibungsgebühr abhängig mache, stelle sie keine Diskriminierung im Sinne des Gemeinschaftsrechtes dar.

Es liege ebenfalls kein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 2 des Ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention vor. Dieser Artikel 2 beziehe sich nämlich auf das Recht auf Bildung, während die angefochtene Norm lediglich die Finanzierung betreffe.

Es liege ebenfalls kein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit der EWG-Verordnung Nr. 1612/68 vor, deren Artikel 12 das Recht auf Zugang zum Unterricht in Belgien für die Kinder eines auf belgischem Staatsgebiet niedergelassenen europäischen Staatsbürgers eröffne. Abgesehen davon, daß ein solches Recht durch Artikel 7 2° c) der angefochtenen Bestimmung gewährleistet werde, sei noch anzumerken, daß diese Bestimmung sich nur auf die Finanzierung der Unterrichtsanstalten und nicht auf das Recht auf Zugang zum Unterricht beziehe.

Der Kritik der Kläger an den zugunsten bestimmter Kategorien von Ausländern differenzierten Finanzierungskriterien müsse man sich ebenfalls nicht anschließen. Die Kriterien seien eindeutig objektiv und vernünftig gerechtfertigt durch die Berücksichtigung von ständigen und organischen oder punktuellen und spezifischen Verbindungen, durch die Berücksichtigung des tatsächlichen Beitrags zu dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten Bildungssystem durch die tatsächliche Zahlung von Steuern in Belgien und durch die Berücksichtigung von humanitären Kriterien.

In bezug auf den neuen Artikel 10 § 2 2° und 3° des Dekrets vom 5. August 1995, insofern er einen diskriminierenden Behandlungsunterschied für den Zugang zum Hochschulunterricht in Kunst zwischen den belgischen Studenten und den ausländischen Studenten einführen soll

A.8.1. Um ihr Interesse an der Klageerhebung zu rechtfertigen, müßten die Kläger noch nachweisen, daß sie nicht die Staatsangehörigkeit eines anderen Mitgliedstaates als Belgien besäßen und daß sie nicht zu einer der in Artikel 7 2° a) bis j) vorgesehenen Kategorien gehörten.

A.8.2. Der für die einstweilige Aufhebung der Norm erforderliche ernsthafte Nachteil sei nicht nachgewiesen. Die angefochtene Bestimmung habe keine konkrete Wirkung vor dem Beginn des nächsten akademischen Jahres. Im übrigen seien sämtliche Kläger bereits «im Kreislauf», und es sei kaum wahrscheinlich, daß ihr Schulleiter zum Beginn des nächsten akademischen Jahres von der Möglichkeit der Verweigerung ihrer Einschreibung Gebrauch mache.

A.8.3. Da dieser zweite Teil des ersten Klagegrundes nur auf die Studenten Anwendung finde, die Staatsangehörige eines nicht zur Europäischen Union gehörenden Staates seien, könne er sich lediglich auf Artikel 24 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 2 des Ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention stützen. Dieser Artikel 2 gewährleiste nicht allen Studenten, die der Zuständigkeit der Unterzeichnerstaaten der Konvention und ihres Protokolls unterlägen, ein Recht auf Zugang zum Unterricht. Nur eine rein willkürliche Unterscheidung könne diese Bestimmung verletzen, die nicht einer Regelung des Rechtes auf Unterricht entsprechend dem Bedarf und den Möglichkeiten der Gemeinschaft und des einzelnen im Wege stehe. Indem die angefochtene Bestimmung es den Schulleitern unter bestimmten Umständen erlaube, die Einschreibung eines Studenten, der nicht Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sei und der nicht zu einer der in Artikel 7 2° b) bis j) vorgesehenen spezifischen Kategorien gehöre, «durch eine ausdrücklich begründete Entscheidung» zu verweigern, regle sie das Recht auf Unterricht entsprechend den pädagogischen und finanziellen Zwängen, die es ermöglichten, den Bedürfnissen und Möglichkeiten der Gemeinschaft Rechnung zu tragen.

In bezug auf den neuen Artikel 10 des Dekrets vom 5. August 1995, insofern er es den Kunsthochschulen nicht mehr gestatten soll, die Einschreibung eines Studenten zu verweigern, der nicht «eine organisierte Kunstprüfung» bestanden hat

A.9.1. Die Kläger wiesen in keiner Weise ein direktes Interesse an der einstweiligen Aufhebung dieser Bestimmung nach, da sie alle ihr Studium an der Schule «La Cambre» begonnen hätten und die vorgebliche Auswirkung der Anwendung der angefochtenen Norm lediglich die Organisation des ersten Studienjahres betreffe.

A.9.2. Der angeführte Nachteil betreffe zunächst und vor allem die erste Kandidatur und beziehe sich somit nicht auf die Kläger, die sie bereits abgeschlossen hätten.

Die angefochtene Bestimmung habe keinerlei konkrete Auswirkung vor dem Beginn des nächsten akademischen Jahres.

Der von den Klägern angeführte Nachteil scheine sehr übertrieben zu sein und sei noch nicht zu bestimmen. Die Auswirkungen der unverzüglichen Anwendung der Norm seien grob übertrieben.

Die Kläger berücksichtigten ebenfalls nicht eine Reihe von Elementen, die die Tragweite der Folgen der eventuellen Nichtdurchführung einer Zulassungsprüfung einschränken könnten, wie beispielsweise die den Schulleitern überlassene Möglichkeit, die Einschreibung bestimmter Studenten zu verweigern.

Es sei noch hinzuzufügen, daß mangels Kenntnis der spezifischen Maßnahmen bezüglich der Ausgaben für Material und Personal ab dem nächsten akademischen Jahr und ohne daß die genauen Beträge der Finanzierung der verschiedenen Kunsthochschulen für das nächste akademische Jahr bereits hätten festgelegt werden können, jede Prognose in der Art, wie die Kläger sie vorgenommen hätten, vergeblich und gewagt erscheine.

A.9.3. Der Klagegrund sei im übrigen nicht ernsthaft.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft bringt vor, daß eine Unterrichtsanstalt «sich auf ihre Eigenart und auf ihre pädagogischen Zwänge berufen [könnte], um die Möglichkeit der Organisation einer vorherigen Auswahlprüfung zu beantragen». Indem das angefochtene Dekret die Kunsthochschulen ausdrücklich in eine unterschiedliche Situation versetzen würde, hätte es allerdings eine andere Form der Diskriminierung geschaffen. Im übrigen verbiete nichts den Unterrichtsanstalten, die Anforderungen für das Bestehen der ersten Kandidatur zu verschärfen.

Hilfsweise schienen weder die Formulierung des Dekrets noch der Inhalt der Vorarbeiten jegliche Möglichkeit zur Abhaltung einer Auswahlprüfung vor der Einschreibung ausdrücklich auszuschließen. Eine versöhnliche Lesart der betreffenden Bestimmungen scheine die Behauptung zuzulassen, daß die Bestimmungen von Artikel 11 des königlichen Erlasses vom 4. April 1980 und von Artikel 5 des königlichen Erlasses vom 31. August 1978 nicht implizit durch den neuen Artikel 10 des Dekrets vom 5. August 1995 aufgehoben würden.

In jedem Fall rühre die angeführte Diskriminierung nicht vom Inhalt von Artikel 10 her, sondern vom Fehlen einer spezifischen Regelung über die Möglichkeit zur Abhaltung einer Auswahlprüfung. Eine Nichtigerklärung der Bestimmung würde nichts am Problem ändern und andere Diskriminierungen schaffen, indem die anderen Gründe für die Verweigerung der Einschreibung abgeschafft würden.

- B -

Hinsichtlich der Zulässigkeit der Nichtigkeitsklage

B.1.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft behauptet, daß die klagenden Parteien nicht das erforderliche Interesse an der Nichtigerklärung und einstweiligen Aufhebung der angefochtenen Bestimmungen nachweisen würden.

B.1.2. Da die Klage auf einstweilige Aufhebung der Nichtigkeitsklage untergeordnet ist, ist deren Zulässigkeit - und insbesondere das Vorhandensein des erforderlichen Interesses - bereits bei der Prüfung der Klage auf einstweilige Aufhebung zu erörtern.

B.1.3. Die klagenden Parteien sind belgische und ausländische Studenten der «Ecole nationale supérieure des arts visuels 'La Cambre'».

Der neue Artikel 7 des Dekrets vom 5. August 1995 läßt unter den ordnungsgemäß eingeschriebenen Studenten, die für die Finanzierung in Betracht kommen, die anderen ausländischen Studenten als diejenigen, auf die sich die Buchstaben a) bis j) beziehen, nur in Höhe von maximal zwei Prozent der Anzahl belgischer Studenten und nur unter der Bedingung, daß sie eine zusätzliche Einschreibungsgebühr entrichten, zu.

Der neue Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 5. August 1995 erlaubt es nicht, die Einschreibung eines Studenten mit der Begründung abzulehnen, daß er die Zulassungsprüfung vor der Einschreibung zum ersten Jahr nicht bestanden hat.

Diese Bestimmungen können gewisse ausländische Studenten unmittelbar und in ungünstigem Sinne betreffen, indem diese nur dann zugelassen werden können, wenn sie eine zusätzliche Einschreibungsgebühr entrichten. Alle Studenten können durch diese Bestimmungen unmittelbar und in ungünstigem Sinne betroffen werden, indem diese Bestimmungen geeignet sind, der spezifischen Beschaffenheit des in der Lehranstalt «La Cambre» erteilten Kunstunterrichts, dem Ruf der Lehranstalt und demzufolge dem Wert des von den klagenden Parteien erstrebten Diploms Abbruch zu tun.

Hinsichtlich der Zulässigkeit der Intervention

B.2. Aufgrund der beschränkten Prüfung der Zulässigkeit, die der Hof hinsichtlich des Interventionsantrags hat vornehmen können, kann dieser im Rahmen der Klage auf einstweilige Aufhebung als zulässig bewertet werden.

In bezug auf die Klage auf einstweilige Aufhebung

B.3. Laut Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof sind zwei Grundbedingungen zu erfüllen, damit auf einstweilige Aufhebung erkannt werden kann:

- Die vorgebrachten Klagegründe müssen ernsthaft sein.

- Die unmittelbare Durchführung der angefochtenen Maßnahme muß die Gefahr eines schwerlich wiedergutmachenden, ernsthaften Nachteils in sich bergen.

Hinsichtlich des von den intervenierenden Parteien angeführten Nachteils

B.4. Die intervenierenden Parteien versuchen nachzuweisen, daß auch ihnen durch die unmittelbare Anwendung der angefochtenen Bestimmungen ein schwerlich wiedergutzumachender, ernsthafter Nachteil zugefügt wird. Das Risiko eines persönlichen Nachteils von intervenierenden Parteien hat nichts mit den Bedingungen für eine einstweilige Aufhebung zu tun. Ihre Behauptungen sind also nur insofern zu prüfen, als sie die Darlegung des von den klagenden Parteien erlittenen Nachteils unterstützen.

In bezug auf die ernsthafte Beschaffenheit der angeführten Klagegründe

Hinsichtlich der zusätzlichen Einschreibungsgebühr (neuer Artikel 7 des Dekrets vom 5. August 1995)

B.5. Der neue Artikel 7 des Dekrets vom 5. August 1995 sieht in seiner Ziffer 2° k) die Erhebung einer zusätzlichen Einschreibungsgebühr für die nicht unter 2° a) bis j) erwähnten ausländischen Studenten vor.

B.6. In seinem ersten Teil geht der erste Klagegrund von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 5 und 7 des Römischen Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft aus.

B.7.1. Die angefochtene Bestimmung führt hinsichtlich der Bedingung einer zusätzlichen Einschreibungsgebühr einen auf der Staatsangehörigkeit der betroffenen Studenten beruhenden Unterschied ein.

Der Rückgriff auf ein auf der Staatsangehörigkeit beruhendes Kriterium in einem Bereich, der mit den Rechten und Freiheiten verbunden ist, verdient die besondere Aufmerksamkeit des Verfassungsrichters.

Die Vorarbeiten zu den angefochtenen Bestimmungen enthalten keinerlei Begründung dieses Unterschieds.

B.7.2. Dieser Unterschied scheint wenigstens insofern nicht gerechtfertigt zu sein, als es sich dabei um Studenten handelt, die Staatsbürger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sind, denn Artikel 7 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, der Artikel 6 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft geworden ist, verbietet jede Diskriminierung aus Gründen der Staatsangehörigkeit im Anwendungsbereich des Vertrags.

Unbeschadet der Artikel 126 und 127 dieses Vertrags, in der durch den Maastrichter Vertrag vom 7. Februar 1992 abgeänderten Fassung, ist darauf hinzuweisen, daß dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften zufolge die Bedingungen für den Zugang zur Berufsausbildung zum Anwendungsbereich des Vertrags gehören und «eine Abgabe, Einschreibe- oder Studiengebühr für den Zugang zum berufsbildenden Unterricht [...] eine gegen Artikel 7 EWG-Vertrag verstoßende Diskriminierung aus Gründen der Staatsangehörigkeit dar[stellt], wenn sie von Studenten aus anderen Mitgliedstaaten, nicht aber von inländischen Studenten erhoben wird» (Urteil Gravier vom 13. Februar 1985, *Slg.*, S. 615).

Das Erfordernis einer zusätzlichen Einschreibungsgebühr in einer Lehranstalt wie «La Cambre» ist eine Zulassungsbedingung für die Ausbildung zu einem künstlerischen Beruf und gehört auf jeden Fall in den Anwendungsbereich des vorgenannten Vertrags.

Die Artikel 10 und 11 der Verfassung haben eine allgemeine Tragweite. Sie untersagen jegliche Diskriminierung, ungeachtet deren Ursprungs; die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbotes gelten angesichts aller Rechte und aller Freiheiten, einschließlich derjenigen, die sich aus internationalen Verträgen ergeben, welche für Belgien verbindlich sind, durch einen Zustimmungsakt in der innerstaatlichen Rechtsordnung anwendbar gemacht wurden und direkte Wirkung haben.

Der Unterschied zwischen den belgischen Studenten und jenen Studenten, die Staatsbürger eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union sind, erscheint demzufolge unvereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung.

B.7.3. Aus den vorstehenden Erwägungen geht hervor, daß der Klagegrund ernsthaft im Sinne von Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof ist.

Hinsichtlich der Ablehnung der Einschreibung (neuer Artikel 10 des Dekrets vom 5. August 1995)

B.8. Im zweiten Teil ihres ersten Klagegrunds vertreten die Kläger die Ansicht, daß der neue Artikel 10 § 2° des vorgenannten Dekrets gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoße, indem er es ermögliche, die in Artikel 7 2° k) des Dekrets erwähnten ausländischen Studenten abzulehnen.

Der vorgenannte Artikel 10 ermöglicht es der Schulleitung, einen ausländischen Studenten, der nicht Staatsbürger eines Mitgliedstaats der Europäischen Union ist, abzulehnen, entweder weil die Anzahl ausländischer Studenten die im vorgenannten Artikel 7 2° k) festgesetzte Zweiprozentschwelle übersteigt, oder weil der Student nicht die zusätzliche Einschreibungsgebühr entrichtet hat.

Hinsichtlich dieser zweiten Bedingung hat der Hof bereits darauf hingewiesen, daß der Klagegrund eine ernsthafte Beschaffenheit aufweist (B.7).

Hinsichtlich der Zweiprozentschwelle stellt der Hof fest, daß das Dekret somit einen Behandlungsunterschied zwischen den belgischen und den ausländischen Studenten einführt, der, um mit den Vorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots in Verbindung mit dem Recht auf Unterricht vereinbar zu sein, einer objektiven und angemessenen Rechtfertigung bedarf. Eben aus dem Wortlaut des Dekrets geht hervor, daß jene Studenten, die

Staatsbürger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sind, auch in die Berechnung dieser zwei Prozent einbezogen werden. Übrigens findet sich in den Vorarbeiten zur angefochtenen Bestimmung keine Rechtfertigung für den beanstandeten Behandlungsunterschied. In diesem Stadium des Verfahrens kann der Klagegrund als ernsthaft betrachtet werden.

Hinsichtlich der Zulassungsprüfung

B.9. Der zweite Klagegrund beruht auf einer Verletzung der Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung, indem Artikel 27 des angefochtenen Dekrets, der einen Artikel 10 in das Dekret vom 5. August 1995 einfügt, bestimmt, daß der Student nach freiem Ermessen die Unterrichtsanstalt wählt, an der er sich einschreiben möchte, und daß die Schulleitung seine Einschreibung durch eine ausdrücklich begründete Entscheidung nur in bestimmten begrenzten Fällen verweigern kann, wobei keineswegs die Verpflichtung erwähnt ist, eine organisierte Kunstprüfung bestanden zu haben.

B.10. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen bestimmten Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist. Dieselben Vorschriften untersagen übrigens, daß Kategorien von Personen, die sich angesichts der beanstandeten Maßnahme in wesentlich verschiedenen Situationen befinden, in gleicher Weise behandelt werden, ohne daß hierfür eine angemessene Rechtfertigung vorliegt.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.11. Die beanstandete Bestimmung ermöglicht die Ablehnung der Einschreibung eines Studenten nur in den drei darin genannten Fällen. Daraus ergibt sich, daß die Schulleitung die Einschreibung eines Studenten nicht mit der Begründung ablehnen könnte, daß er nicht eine Zulassungsprüfung bestanden hat.

Diese Bestimmung wäre also dahingehend auszulegen, daß sie implizit von den königlichen Erlassen abweicht, die die Zulassung zu einer Lehranstalt wie der Schule «La Cambre» vom Bestehen einer «Kunstprüfung» abhängig machen (Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 31. August 1978 bezüglich der Einstufungsbedingungen des Vollzeitunterrichts in bildender Kunst in den drei Graden des höheren Kunstunterrichts; Artikel 11 des königlichen Erlasses vom 4. April 1980 zur Festlegung der neuen Strukturen der Organisation des Studiums an der «Ecole nationale supérieure des arts visuels de ' La Cambre ' »).

Diese Auslegung wird - hauptsächlich - von der Regierung der Französischen Gemeinschaft vertreten; sie behauptet, eine Lehranstalt könnte «sich auf ihre Eigenart und auf ihre pädagogischen Zwänge berufen, um die Möglichkeit der Organisation einer vorherigen Auswahlprüfung zu beantragen» (A.9.3). Dem fügt sich hinzu, daß, wenn dies der Fall wäre, das Dekret eine andere Form der Diskriminierung geschaffen hätte, da es die Kunsthochschulen in eine andere Lage versetzt hätte als diejenige der anderen Hochschulanstalten.

B.12. Aus den Aktenstücken geht hervor, daß die Schule «La Cambre» eine Lehranstalt ist, die eine Eigenart aufweist, indem sie das künstlerische Schaffen entwickelt, durch die Anwendung einer Pädagogik, die das Verhältnis zwischen Lehrendem und Studenten vorrangig in kleinen Gruppen fördert, was ihr eine internationale Ausstrahlung verschafft.

Eine plötzliche Zunahme der Studentenzahl infolge des Verzichts auf jede qualitative Auswahl vor der Zulassung erscheint unvereinbar mit der Eigenart der Schule und geeignet, deren pädagogische Methode zu beeinträchtigen. Es zeigt sich nicht, daß der Dekretgeber diese Eigenart gezeugnet hätte bzw. ihr ein Ende hätte bereiten wollen.

Die Kategorie von Lehranstalten, zu der die Schule «La Cambre» gehört, scheint nicht berücksichtigt worden zu sein, im Gegensatz zu dem, was bei den früheren organisierenden Bestimmungen der Fall war.

Unter Berücksichtigung des beschränkten Rahmens der Prüfung, die der Hof bei der Behandlung einer Klage auf einstweilige Nichtigerklärung vornehmen kann, ist der Klagegrund als ernsthaft zu bewerten.

In bezug auf den schwerlich wiedergutzumachenden Nachteil

B.13. Die unmittelbare Durchführung der beanstandeten Bestimmungen ab dem akademischen Jahr 1998-1999 könnte dazu führen, einerseits zahlreiche ausländische Studenten davon abzuhalten, sich an der Schule «La Cambre» immatrikulieren zu lassen, und andererseits einen Zustrom von Studenten zu bewirken, die nicht ihre Fähigkeit unter Beweis gestellt haben, diesem Unterricht folgen zu können, indem sie eine Kunstprüfung bestanden haben. Die Schule würde somit dasjenige verlieren, was den spezifischen Wert ihres Unterrichts und das Wesentliche ihres Rufes ausmacht. Ein solcher Nachteil, von dem alle Studenten der Schule betroffen wären, kann als ernsthaft und ungeeignet, durch eine eventuelle Nichtigerklärung wiedergutmacht zu werden, betrachtet werden.

B.14. Die beiden Bedingungen, die notwendig sind, damit auf einstweilige Aufhebung erkannt werden kann, sind erfüllt.

Aus diesen Gründen:

Der Hof
hebt

im Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen bezüglich des Hochschulwesens, abgeändert durch Artikel 27 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 zur Festlegung verschiedener Dringlichkeitsmaßnahmen bezüglich des Unterrichts,

- in Artikel 7 1° k) die Wortfolge «et à condition que le droit d'inscription complémentaire requis ait été perçu par l'établissement et versé par lui au ministère de la Communauté française» («und zwar unter der Bedingung, daß die erforderliche zusätzliche Einschreibungsgebühr durch die Unterrichtsanstalt eingenommen und durch sie an das Ministerium der Französischen Gemeinschaft überwiesen wurde»),

- in Artikel 10 § 2 2° die Wortfolge «par l'article 7, 2°, k), sauf s'il est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, ou» («[durch] Artikel 7 2° k) [...], außer wenn er Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union ist, oder»),

- Artikel 10, soweit er es nicht mehr ermöglicht, die Zulassung zu einer Hochschulanstalt für bildende Kunst vom Absolvieren einer Kunstprüfung abhängig zu machen,
einstweilig auf.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 4. Juni 1998

Der stellv. Kanzler,
R. Moerenhout.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.